

4560

Bilan Actif

TRIBUNAL de COMMERCE
de CHAMBERY
DEPOT
du 17 JUIN 2009
N° Le Greffier,

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

Détail des postes	Réf. Annexe	Valeurs brutes	Amort. et provisions	Valeurs nettes au 31/12/08	Valeurs nettes au 31/12/07
Immobilisations incorporelles	IV.1				
Concessions, brevets, licences		536 933	509 861	27 072	41 756
Autres immob. incorporelles					
		536 933	509 861	27 072	41 756
Immobilisations corporelles	IV.1				
Inst.tech.matériel outillage		1 423 611	694 741	728 870	655 210
Autres immob. corporelles		1 423 611	694 741	728 870	655 210
Immobilisations financières	V.1 et IV.2				
Autres immob. financières dépô.caution.		69 650		69 650	62 674
		69 650		69 650	62 674
Immobilisations en cours	IV.1				
Territoires APS APR Révisions sondages		104 813 392		104 813 392	98 545 917
Ouvrages constructions		381 060 588		381 060 588	309 780 791
		485 873 980		485 873 980	406 326 708
Avces acptes versés sur commandes					
Av. et acomptes versés s/ co. Immobilisations corp.		7 545 837		7 545 837	7 545 837
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		495 450 012	1 204 602	414 632 186	

Stocks

Stocks et en cours

Avces acptes versés sur commandes

Avances acomptes versés s/ commandes

Créances

Clients et comptes rattachés

Autres créances

Disponibilités

Disponibilités

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance

TOTAL ACTIF CIRCULANT

TOTAL GENERAL

A
C
T
I
F

I
M
M
O
B
I
L
I
S
E

A
C
T
I
F

C
I
R
C
U
L
A
N
T

Bilan Passif

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

Détail des postes		Réf. Annexe	Valeurs au 31/12/08	Valeurs au 31/12/07
CAPITAUX PROPRES	Capital		1 000 000	1 000 000
	Report à nouveau			
	Report à nouveau		-137 507	-137 507
	Réserves		4 688	4 688
	Résultat net de l'exercice			
	Résultat net de l'exercice			
	Subventions d'investissements	IV.4	485 873 990	406 326 708
CAPITAUX PROPRES				487 193 887
PROVISIONS	Provisions pour risques et charges	IV.5		
	Provisions pour litiges			
	Provisions pour risques et charges		16 581 227	12 987 823
	Provisions pour pensions		122 455	126 823
PROVISIONS POUR RISQUES				13 114 646
EMPRUNT AUPRES ETABLISSEMENT CREDIT			IV.2	5 554
DETTES	Dettes d'exploitation	IV.2		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		35 529 407	22 148 298
	Dettes fiscales		66 472	78 631
	Dettes sociales		638 012	673 943
			36 233 891	22 900 872
	Dettes sur immobilisations et autres dettes	IV.2		
	Dettes fournisseurs immobilisations comptes rattachés		6 075	19 996
	Autres dettes		52 030 685	24 295 057
			52 036 760	24 315 053
	Produits constatés d'avance	IV.3		
Pdts constatés d'avance		1 121	110	
DETTES				47 216 035
TOTAL GENERAL				467 530 122

Compte de Résultat

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

Détail des postes		Du 01/01/08 au 31/12/08	Du 01/01/07 au 31/12/07	
<u>Production vendue sur prestations services</u>				
Production vendue		8 189	0	
Production immobilisée		78 812 447	88 068 255	
		78 818 617	88 068 256	
<u>Reprise sur amortis. et provisions</u>				
Reprise sur amortis. et provisions		0	0	
		0	0	
<u>Autres produits</u>				
Autres produits		38 288	342 095	
		38 288	342 095	
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION			88 410 351	
E X P L O I T A T I O N	<u>Autres achats et charges externes</u>			
	Territoires APS APR & révisions		-2 812 699	-5 022 918
	Travaux préliminaires et sondages		-63 840 726	-71 563 064
	Personnel détaché		-1 495 729	-1 344 124
	Autres fournitures diverses		-3 565 068	-3 821 515
			-71 714 222	-81 751 622
	<u>Impôts taxes versements assimilés</u>			
	Impôts taxes et versements assimilés		-258 226	-250 235
			-258 226	-250 235
	<u>Charges de personnel</u>			
Salaires et traitements		-2 117 897	-2 156 841	
Charges sociales		-905 743	-1 015 928	
		-3 023 640	-3 172 769	
<u>Dotations d'exploitation</u>				
Dotations amort. immobilisations		-236 596	-220 242	
Dotations provisions		-3 593 404	-2 979 677	
		-3 830 000	-3 199 919	
<u>Autres charges</u>				
Autres charges		-30 818	-35 805	
		-30 816	-35 805	
TOTAL CHARGES EXPLOITATION			-88 410 351	
RESULTAT EXPLOITATION			0	

Compte de Résultat

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

Détail des postes		Du 01/01/08 au 31/12/08	Du 01/01/07 au 31/12/07	
F I N A N C I E R	<i><u>Autres intérêts et produits assimilés</u></i>	181 588	228 578	
	<i><u>Reprises sur provisions financières</u></i>			
	<i><u>Différence positive change</u></i>	0	0	
	<i><u>Transferts de charges financières</u></i>	750 062	67 632	
	TOTAL PRODUITS FINANCIERS		325 603	
	<i><u>Intérêts charges assimilées</u></i>	-931 537	-325 490	
	<i><u>Dotations amortissements et provisions</u></i>			
	<i><u>Différence négatives change</u></i>	-123	-113	
	<i><u>Transferts de produits financiers</u></i>	0	0	
	TOTAL CHARGES FINANCIERES		-325 603	
RESULTAT FINANCIER			0	
RESULTAT COURANT			0	
E X C E P T I O N N E L	<i><u>Prod. exceptionnels sur opération de gestion</u></i>	17 423	75 528	
	<i><u>Prod. exceptionnels sur opération en capital</u></i>	50	0	
	<i><u>Transferts de charges exceptionnelles</u></i>	0	0	
	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		75 528	
	<i><u>Charges exceptionnelles sur opération de gestion</u></i>	-2 236	-32 618	
	<i><u>Charges exceptionnelles sur opération en capital</u></i>	0	-125	
	<i><u>Transferts de produits exceptionnels</u></i>	-15 237	-42 785	
	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		-75 528	
	RESULTAT EXCEPTIONNEL			0
	<i><u>Impôt sur les bénéfices</u></i>	0	0	
RESULTAT NET			0	

I Introduction

I/1 PRESENTATION DE LYON TURIN FERROVIAIRE – LTF SAS

LTF est une Société par actions simplifiée.

LTF a été créée par ses actionnaires, RFF (Réseau Ferré de France) et RFI (Rete Ferroviaria Italiana) le 3 octobre 2001, dans le cadre du Traité du 29 janvier 2001 (article 6) et inscrite au Registre du Commerce de Chambéry le 17 octobre 2001 (début d'exploitation le 16 octobre 2001).

Son activité : Etudes et travaux en vue de la réalisation d'un tunnel ferroviaire entre la France et l'Italie.

Les travaux incluent notamment la réalisation de descenderies et de galeries de reconnaissance en France et en Italie.

Ses missions sont décrites à l'article 5 du Traité entre la France et l'Italie du 29 janvier 2001.

I/2 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 1.000.000 d'euros.

Il est divisé en 2000 actions de 500 euros chacune.

Les actions sont réparties à parts égales (1000 actions) entre les deux actionnaires RFF et RFI.

II Faits significatifs et base d'établissement des comptes de LTF SAS

II/1 AVANCEMENT PHYSIQUE DU PROJET

Le programme de LTF prévoit un investissement de 855 M€ pour les études et travaux de reconnaissance dont la Société a la charge, lesquels devraient s'achever au plus tard à la fin de l'année 2013.

A fin 2008, LTF a déjà réalisé 485 M€ d'investissement, soit environ 56 % du programme prévisionnel.

Les principaux travaux de reconnaissance déjà engagés à la fin de l'année 2008 sont les suivants :

- Descenderie du chantier de Modane/Villarodin-Bourget : le chantier a été achevé fin 2007 et le décompte général et définitif du marché a été signé début 2009. Les opérations de maintenance sont actuellement en cours.
- Descenderie de La Praz : les travaux se sont poursuivis en 2008 et l'excavation s'est achevée le 23 janvier 2009.
- Descenderie de Saint Martin la Porte : les travaux sont toujours en cours et devraient s'achever fin 2009 ou début 2010.
- Galerie de reconnaissance de Venaus : suite à l'occupation des aires de chantier par des opposants au projet lors des opérations d'installation fin 2005, les travaux de la galerie de reconnaissance de Venaus en vallée de Suse ont été suspendus depuis lors. A ce jour, les travaux n'ont pu être relancés.

Afin d'engager la concertation avec les représentants de la vallée de Suse (et notamment avec les maires des communes), le gouvernement italien a créé en 2006 un Observatoire technique qui, au terme d'une

phase de concertation et d'études, a proposé les principes d'un nouveau tracé en territoire italien, nécessitant notamment le déplacement de la galerie de reconnaissance de Venaus vers une autre localité.

Les études de LTF, quasiment achevées en territoire français, devront donc être relancées en territoire italien afin de définir plus précisément le nouveau tracé dans le cadre des APS/PP et APR/PD modificatifs et la consistance de la nouvelle galerie de reconnaissance (voir III/2.1).

II/2 FINANCEMENT DES ACTIVITES

Le 4 décembre 2008, la Commission européenne a notifié aux gouvernements français et italien une décision de financement européen pour la période budgétaire 2007-2013, reposant sur un programme de travail dans lequel figurent notamment la signature d'un avenant au traité binational franco-italien du 29 janvier 2001, prévue au mois de juillet 2009, et l'achèvement des études et travaux de reconnaissance, qui sont la mission de LTF, achèvement prévu pour la fin de l'année 2013.

Le financement réservé au projet par l'Union européenne est de 671,8 M€, dont 233 M€ pour l'achèvement des missions de LTF et 438,8 M€ pour l'engagement de la réalisation de la nouvelle galerie de reconnaissance. Les deux gouvernements ont prévu pour la période une contribution de 1.420 M€, dont 233 M€ pour les missions de LTF.

Le financement du projet a ainsi été confirmé par les pluriannuels de l'Union européenne et les deux gouvernements.

II/3 PERSPECTIVES DU PROJET ET EVOLUTION DE LTF

L'Assemblée générale de LTF a procédé à la modification des Statuts de la Société, prolongeant la durée de vie "jusqu'à la date d'achèvement des missions définies à l'article 2 des présents Statuts, et, au plus tard, jusqu'à la date du 31 décembre 2013", dans le but de permettre à la Société d'achever ses missions (voir III/1).

Par ailleurs, l'achèvement des missions actuelles de LTF est désormais garanti par les financements des deux Gouvernements et de l'Union européenne (voir II/2).

Enfin, le calendrier officiel transmis à l'Union européenne le 30 octobre 2008 par les Ministres français et italien prévoit la désignation, au cours du deuxième semestre de l'année 2009, du Promoteur chargé du percement du tunnel de base de la partie commune de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin à travers la signature, prévue courant juillet 2009, d'un avenant au Traité binational franco-italien du 29 janvier 2001.

II/4 BASES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS DE LTF

L'article 6 du Traité binational du 29 janvier 2001 confie à LTF la "conduite des études d'avant projet et des travaux de reconnaissance de la partie commune franco-italienne" de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin. Son article 7 précise que la Société acquiert la "propriété commune et indivisible" des études et travaux réalisés dans ce cadre.

Sa mission étant ainsi définie, LTF constitue une immobilisation dont la valeur correspond à l'ensemble des coûts, hors TVA et IVA, encourus depuis la création de la Société. Cette immobilisation est destinée à être transmise au Promoteur à l'issue de la réalisation de la mission de LTF.

Prenant acte du prolongement de la durée de la Société dans ses Statuts ainsi que des

financements obtenus pour l'achèvement des missions de LTF, les états financiers au 31 décembre 2008 ont été établis, comme pour les années précédentes, sur la base de la continuité de l'exploitation.

C'est ainsi qu'il n'a été pratiqué aucune dépréciation de l'immobilisation constituée au 31 décembre 2008 ni aucune reprise à due concurrence des subventions d'équipement liées inscrites en capitaux propres.

Toutefois, les modalités détaillées, notamment juridiques, financières ou fiscales, de transfert de l'actif créé par la Société au Promoteur chargé de la réalisation de la nouvelle ligne restent à définir.

Il est fait l'hypothèse que les modalités en question permettront notamment de confirmer que la valeur de cession, de transfert ou de réalisation de l'actif créé par la Société sera au moins égale à la valeur nette comptable figurant dans les livres de la Société et également que la déduction de la TVA et de l'IVA sur les achats constituant l'actif de la Société reste acquise (voir III/10.1).

Suite à la demande de la CIG, LTF lui apportera son assistance technique dans la préparation de l'avenant au Traité binational prévu en 2009, en prenant en compte ces éléments.

III Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice, clos le 31 décembre 2008, ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, qui sont essentiellement ceux décrits ci-dessous.

Conformément aux Statuts, l'exercice comptable de LTF couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

III/1 CADRE JURIDIQUE DE L'ACTIVITE DE LTF

Au cours de l'année 2002, LTF a lancé les études et les travaux prévus par le traité du 29 janvier 2001 ("le Traité") dans le cadre du programme approuvé par la Commission Intergouvernementale ("CIG") le 16 mars 2002, et a poursuivi ces activités ainsi que celles définies par le Mémoire d'entente du 5 mai 2004 signé par les Ministères français et italien des Transports, qui comprennent notamment le lancement des études d'Avant Projet de Référence.

Ainsi, à la fin de l'année 2004, la phase APR (Avant Projet de Référence) a été lancée.

Le Traité définit le cadre général de mission de LTF, et notamment :

- La nature des actions à mener par la Société dans le cadre de l'avant projet en vue de la réalisation des ouvrages définitifs de la partie commune de la liaison ferroviaire (art. 5 & 6 du Traité) ;
- La propriété des ouvrages réalisés (art. 7 du Traité) ;
- Le financement à parts égales assuré par les Etats français et italien, avec le concours de l'Union Européenne (art. 10 du Traité).

Conformément à la modification des statuts de LTF, approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires le 10 mars 2009, la Société est constituée à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce jusqu'à la date d'achèvement des missions définies à l'article 2 des présents Statuts, et, au plus tard, jusqu'à la date du 31 décembre 2013.

Cette nouvelle durée de la Société devrait être définitivement approuvée par la CIG le 17 mars 2009, conformément à l'accord binational du 29 janvier 2001.

Compte tenu de cette modification des Statuts ainsi que de l'approbation du budget de l'exercice 2009, les comptes annuels de la Société ont été établis sur la base de la continuité d'exploitation.

La convention de financement signée le 15 octobre 2002 entre l'Etat français, LTF et RFF dispose que le financement accordé correspond à des subventions d'équipement et que les études réalisées sont la propriété de la Société et sont immobilisées dans ses comptes. Elle indique également que les études et les dossiers des ouvrages réalisés par LTF seront mis à disposition à titre gracieux des Etats français et italien. Ces subventions ne sont remboursables qu'en cas de trop perçu par rapport aux dépenses engagées par la Société.

Les conventions signées avec l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transports en France) le 11 juillet 2005 et le 15 septembre 2006 pour le financement des études et des ouvrages confirment et confortent ces dispositions.

III/2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

III/2.1 IMMOBILISATION DES CHARGES D'EXPLOITATION ET DE CERTAINES CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES

Compte tenu du cadre juridique décrit en III/1 de la présente annexe et des principes comptables retenus par ses associés dans le cadre de projets similaires, la Société immobilise dans la rubrique "Immobilisations en cours" (cf. IV/1) l'essentiel des charges qu'elle encourt au titre de son activité.

Le coût de la production immobilisée est ainsi constitué des charges directes et indirectes de la Société, y compris les charges d'administration générale, certaines charges financières nettes et exceptionnelles nettes et les impôts payés par les deux établissements. Les charges financières nettes et les charges exceptionnelles nettes ont fait l'objet d'une analyse afin d'apprécier leur caractère immobilisable.

Compte tenu de l'avancement du projet d'ensemble au 31 décembre 2008, les immobilisations en cours ainsi constituées ne sont pas amorties et les subventions d'investissement qui s'y rattachent et inscrites en capitaux propres n'ont pas été rapportées au résultat (cf. III/2.2).

Précisions relatives à la galerie de Venaus et aux études réalisées sur le tracé situé en territoire italien

Du fait de l'opposition locale italienne au tracé du projet en cours, les travaux afférents à la galerie de Venaus (Italie) sont toujours suspendus au 31 décembre 2008.

Le gouvernement italien a pris la décision en 2006 de lancer une Conférence des Services pour réexaminer le projet, et examiner, le cas échéant, les alternatives au tracé initial sur le territoire italien.

Dans le cadre de cette procédure, l'Observatoire Technique présidé par le Commissaire Mario Virano a été désigné pour approfondir les problématiques liées au transport et à la réalisation de l'ouvrage, avec l'ensemble des parties concernées.

La concertation, qui est menée par l'Observatoire Technique en vue de déterminer la localisation du tracé définitif, a commencé début 2008, à la demande de la Table Politique de Palazzo Chigi (composée notamment des représentants du Gouvernement italien, de la Région Piémont, de la Province de Turin et des Maires de la Vallée de Suse). Cette concertation a permis d'aboutir à l'accord de Pra-Catinat définissant des principes qui devront guider le développement du tracé en territoire italien. La définition précise d'un tracé optimisé ne sera achevée qu'à la fin des études d'APS/PP modificatif qui seront lancées au printemps 2009 pour une durée estimée de 11 mois.

A ce jour, l'abandon formel du tracé actuel en territoire italien n'a pas été acté par le gouvernement italien et le projet demeure inscrit de plein effet parmi les projets figurant dans la "Loi Obbiettivo". Les contrats de travaux attribués par la Société en vue de la réalisation des reconnaissances du tracé italien initial ont fait l'objet d'une suspension à ce jour.

En termes de coûts directs, les travaux déjà réalisés par LTF pour la galerie de Venaus figurent au bilan de la Société au 31 décembre 2008 pour un montant de 7.206.176 euros en immobilisations en cours et de 7.545.837 euros en avances et acomptes versés sur immobilisations.

Par ailleurs, une partie du coût des études APS et APR réalisées par LTF pour un montant total de 96 M€ (hors territoires et sondages) au 31 décembre 2008, a concerné la partie italienne du tracé.

Du fait de la nature du projet d'ensemble conduit par la Société et en l'absence d'indications sur les révisions qui seraient apportées au tracé initial, il n'est pas possible de fournir une indication des coûts engagés qui pourraient être remis en cause ou si d'autres pertes pourraient être encourues par la Société dans le cadre du dénouement de cette situation.

Enfin, la Société a constaté que le traitement comptable à retenir dépend de la définition des modalités de transfert de l'actif d'ensemble créé par la Société selon la discussion figurant en section II/4. Ainsi, aucun amortissement exceptionnel ou provision n'a été constitué à ce stade dans les comptes au 31 décembre 2008.

III/2.2 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sont comptabilisées selon le niveau d'avancement des travaux et études financés.

Cette méthode dite des "subventions méritées" est conforme à celle appliquée par l'un des associés de la Société (RFF) et permet de proportionner la reconnaissance des subventions en capitaux propres aux coûts engagés et dans la limite des subventions accordées.

La méthode de comptabilisation des subventions d'investissement est détaillée au paragraphe III/4 "Capitaux propres".

III/3 INTEGRATION DES ELEMENTS ITALIENS

Le siège social de LTF SAS est situé à Chambéry en France.

Au siège de Chambéry est rattachée l'antenne de Modane, et au siège secondaire de Turin, l'antenne de Suse.

Compte tenu des règles comptables et fiscales en France et en Italie, la comptabilité relative aux opérations du siège secondaire de Turin est tenue de façon autonome au cours de l'exercice.

Les comptes italiens sont intégrés mensuellement dans la comptabilité du siège de Chambéry à l'issue de retraitements pour mise aux normes françaises. Les retraitements concernent l'amortissement des immobilisations.

III/4 CAPITAUX PROPRES

Les ressources de la Société sont uniquement constituées de subventions d'investissement affectées à la réalisation de l'objet social de LTF tel qu'il est défini à l'article 6 du Traité franco italien de Turin du 29 janvier 2001 et de produits liés à des prestations réalisées pour les associés ou pour des tiers. LTF inscrit uniquement les subventions méritées sur immobilisations en cours à la rubrique capitaux propres. Les subventions acquises selon leurs modalités spécifiques d'attribution mais pour lesquelles les travaux et études financés n'ont pas encore été engagés à la clôture ne sont pas reconnues en capitaux propres sur l'exercice.

Les subventions accordées à LTF se présentent comme suit selon leur origine :

- les subventions accordées par le Ministère français des transports sont qualifiées de subventions d'investissement par la convention de financement signée entre LTF, l'Etat français et RFF le 15 octobre 2002.
- les subventions accordées par l'AFITF sont qualifiées de subventions d'investissement par les conventions de financement signées entre l'Etat, l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport) et RFF le 11 juillet 2006 et le 11 septembre 2006.

- les subventions accordées à RFF par l'Union Européenne et reversées ensuite à la même date de valeur à LTF pour le financement du projet sont comptabilisées en tant que subventions d'équipement compte tenu de la nature du projet.
- les appels de fonds réalisés par LTF envers RFI sont considérés symétriquement comme le reversement des subventions d'investissement perçues par RFI pour le compte de LTF dans la limite des montants votés à la loi Programme italienne.

A chaque clôture, LTF s'assure que l'ensemble des subventions méritées ainsi comptabilisées en capitaux propres a bien fait l'objet d'une autorisation d'octroi et qu'aucun dépassement n'existe entre les travaux et études financés et immobilisés et les subventions octroyées et présentées en situation nette.

III/5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Elles sont constituées de logiciels amortis sur 1 an.

III/6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Durée d'amortissement :

- Matériel et outillage industriel : 4 ans
- Matériel informatique et de bureautique : 4 ans
- Mobilier de bureau : 5 ans
- Installation agencement : 8 ans
- Matériel de transport : 4 ans.

III/7 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les dépôts et cautions sont évalués à leur valeur nominale.

Le montant comptabilisé correspond principalement à la caution pour les locaux situés en Italie et en France.

III/8 INFORMATIONS RELATIVES AUX DIRIGEANTS

La rémunération du Président et du Directeur Général est fixée par les associés.

Les autres administrateurs de la Société ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur fonction.

III/9 ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE D'INDEMNITE DE DEPART DES SALARIES

Les engagements auxquels LTF doit faire face en matière d'indemnités de départ en retraite des salariés en activité en France, selon les modalités d'ancienneté et de catégories professionnelles fixées par les textes, ne font pas l'objet de provision au bilan arrêté au 31 décembre 2008, eu égard à la faible ancienneté et à l'âge moyen des effectifs.

Les engagements sont provisionnés pour les salariés italiens, comme imposé par la législation en vigueur, à hauteur d'un montant de 122 455 euros au 31 décembre 2008.

III/10 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

III/10.1 RISQUES FISCAUX

La Société a fait l'objet d'un redressement en mars 2003 relatif à la déductibilité de la TVA sur la totalité de ses charges taxables.

Toutefois, dans sa lettre du 15 mars 2004, la Direction des services fiscaux de la Savoie a reconnu "le droit à déduction de la Société LTF, dans la mesure où elle conduit des études et travaux d'infrastructures préliminaires dont elle acquiert la propriété, et manifeste l'intention de les mettre à disposition, à titre onéreux, auprès de futurs utilisateurs de ces ouvrages. En conséquence, une décision totale est prononcée concernant les demandes de remboursement de crédit".

LTF intégrera cette position fiscale dans les paramètres des études destinées à l'élaboration juridique et financier du développement du tunnel.

Dans le cadre des études d'APR et de leur prolongement, des compléments d'études juridiques et financières sont en cours de réalisation ou d'analyse. Ces études proposeront un cadre fiscal et comptable de réalisation de l'ouvrage dans les différentes configurations envisagées (montage public ou montage privé).

Les conditions de transfert ou de mise à disposition des actifs de LTF au futur promoteur feront l'objet d'une analyse particulière compte tenu des nécessités fiscales évoquées plus haut.

Il subsiste donc une incertitude en matière de TVA, dont l'effet pourrait affecter de manière significative les états financiers. Cette incertitude ne pourra être levée que lorsque les modalités de transfert des actifs de LTF au Promoteur chargé de la réalisation des travaux du tunnel de base auront été définies. La création de ce dernier est prévue en 2010, selon le calendrier adressé à la Commission européenne au début du mois de novembre 2008.

Par ailleurs, à l'occasion d'une demande de remboursement d'IVA formulée au début de l'année 2007, la Direction des services fiscaux de Turin a demandé certains éclaircissements sur les activités de LTF. LTF a transmis ces informations en février 2008 et a obtenu le remboursement d'IVA à l'automne 2008.

III/10.2 AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La Société constitue des provisions pour risques et charges quand une obligation à l'égard d'un tiers devient probable ou certaine et que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

En particulier, la Société peut faire l'objet de réclamations dans le cadre de travaux ou marchés qu'elle confie à des tiers.

A chaque clôture, la Société examine chacune de ces réclamations dont certaines peuvent porter sur des montants significatifs.

Elle enregistre les provisions qui lui semblent nécessaires afin de couvrir les risques qu'elle estime probables à la clôture. La Société est confiante dans la qualité des estimations et provisions qu'elle enregistre en reconnaissant toutefois que l'issue de ces réclamations pourra s'avérer différente de celle attendue.

III/11 CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES

Il n'a pas été constaté de créance ou de dettes importantes en monnaies étrangères externes à la zone EURO à la clôture de l'exercice 2008.

IV Compléments d'informations relatifs au bilan

IV/1 ACTIF IMMOBILISE ET AMORTISSEMENTS

IV. 1.1 - Actif Immobilisé - Valeurs brutes

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

Rubriques	Valeurs brutes au 31/12/07	Augmentations	Diminutions et transferts	Valeurs brutes au 31/12/08
Immobilisations incorporelles				
<i>Frais d'établissement :</i>				
<i>Autres :</i>				
- France	236 017	28 521		264 538
- Italie	252 945	19 450		272 395
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	488 962	47 971		536 933
Immobilisations corporelles				
<i>Matériel et outillage :</i>				
- France				
- Italie				
<i>Installations agencements :</i>				
- France	318 078	58 215		376 293
- Italie	307 509	49 525		357 034
	625 587	107 740		733 327
<i>Matériel de transport :</i>				
- France				
- Italie	4 590			4 590
	4 590			4 590
<i>Matériel de bureau et informatique :</i>				
- France	163 424	2 174	2 418	163 180
- Italie	199 333	129 841		329 174
	362 757	132 015	2 418	492 369
<i>Mobilier :</i>				
- France	73 226	0		73 226
- Italie	113 550	5 920		119 470
	186 776	5 920		192 696
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 179 709	245 675	2 418	1 427 802
Immobilisations financières				
- France	26 068	2 200		28 268
- Italie	36 606	4 777		41 383
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	62 674	6 976		69 650
Immobilisations en cours de construction				
- Territoires		785 562		785 562
- APS	30 508 275	0		30 508 275
- APR	59 623 208	5 494 219		65 117 427
- Sondages de substitution aux galeries	6 414 434	586 377		7 000 811
- Révisions APS/APR		1 401 317		1 401 317
- Descenderie Modane	101 547 624	10 597 097		112 144 721
- Descenderie St-Martin	131 439 626	28 905 662		160 345 288
- Descenderie La Praz	56 483 587	30 414 089		86 897 676
- Galerie de Venaus	6 949 257	256 919		7 206 176
- Sondages géologiques	13 360 698	1 106 030		14 466 728
TOTAL IMMOBILISATIONS EN COURS	406 326 709	79 547 271		485 873 980
TOTAL ACTIF IMMOBILISE VALEURS BRUTES	408 058 054	79 847 894	2 418	488 158 366

IV. 1.2 - Actif Immobilisé - Amortissements

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

Rubriques	Amortissements cumulés au 31/12/07	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés au 31/12/08
Immobilisations incorporelles				
<i>Frais d'établissement :</i>				
<i>Autres :</i>				
- France	200 946	49 826		250 772
- Italie	246 261	12 828		259 089
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	447 207	62 654		
Immobilisations corporelles				
<i>Matériel et outillage :</i>				
- France				
- Italie				
<i>Installations agencements :</i>				
- France	145 745	41 985		187 730
- Italie	103 243	20 397		123 640
	248 988	62 382		311 370
<i>Matériel de transport :</i>				
- France				
- Italie				
<i>Matériel de bureau et informatique :</i>				
- France	74 873	29 215	2 418	101 671
- Italie	118 519	58 891		177 410
	193 392	88 106	2 418	279 060
<i>Mobilier :</i>				
- France	45 223	8 386		53 609
- Italie	36 886	13 786		50 682
	82 119	22 172		104 291
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	524 499	172 660	2 418	
Immobilisations financières				
- France				
- Italie				
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE AMORTISSEMENTS	971 706	235 314	2 418	

IV/2 ACTIF CIRCULANT ET DETTES

IV. 2.1 - Etat des échéances des créances et des dettes

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

1. CREANCES	Montant Brut	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Capital souscrit non appelé			
Créances rattachées			
Autres	69 650		69 650
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	305 079	305 079	
Associés			
Etat et autres collectivités publiques (1)	10 494 024	10 494 024	
Autres (2)	77 413 324	77 413 324	
Capital souscrit appelé, non versé industriels			
Charges constatées d'avance	371 044	371 044	
TOTAL	88 653 122	88 680 471	69 650

(1) Dont : TVA	8 521 239
IVA	1 972 785
(2) Dont débiteurs Etat/UE (Subventions d'investissement à recevoir)	77 394 441
- Subv UE France au titre du programme lancé en 2006	5 000 000
- Subv UE Italie au titre du programme lancé en 2006	5 000 000
- Subv AFITF AVEN 1 55%	6 436 500
- Subv AFITF CONV 2 100%	2 775 000
- SUBV AFITF AVT 2 55%	4 664 000
- SUBV AFITF AVT 2 60%	6 860 500
- SUBV AFITF AVT 2 65%	6 860 500
- Subv UE France au titre du programme lancé en 2003	9 000 000
- Subv UE Italie au titre du programme lancé en 2003	9 000 000
- Subvention méritée France	21 797 941

IV. 2.1 - Etat des échéances des créances et des dettes
Suite

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

2. DETTES	Montant	Échéances à un an au plus	Échéances à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à un an au maximum			
- à plus d'un an à l'origine			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 529 407	35 529 407	
Dettes fiscales et sociales (1)	704 484	704 484	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 075	6 075	
Autres dettes (2) (3)	52 030 685	52 030 685	
Produits constatés d'avance	1 121	1 121	
TOTAL	88 271 772	88 271 772	

(1) Dont : Dettes fiscales	66 472
Dettes sociales	638 012
(2) Dont : avance sur subventions France	9 000 000
subvention méritée Italie	1 238 961
(3) Dont : Associés compte courant RFF	41 738 130

IV/3 COMPTES DE REGULARISATION
IV. 3.1 - Charges et produits constatés d'avance

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

NATURE	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total au 31/12/08
Charges constatées d'avance				
- France	364 450			364 450
- Italie	6 593			6 593
TOTAL	371 044			371 044
Produits constatés d'avance				
- France				
- Italie	1 121			1 121
TOTAL	1 121			1 121

IV/4 CAPITAUX PROPRES (NOTE III.2)
IV.4 Subventions d'investissements

SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS *	Montants au 31/12/08	Totaux cumulés au 31/12/08
SUBVENTIONS APPELEES		
Ministère français des transports	30 500 000,00	
AFITF Agence de financement des infrastructures de Transport en France **	114 186 500,00	
UE France	76 779 000,00	
RFI (Italie)	167 070 500,00	
UE Italie	76 779 000,00	465 315 000,00
SUBVENTIONS MERITEES		
RFF (France) **	21 797 941,23	
RFI (Italie)	-1 238 961,04	20 558 980,19
	TOTAL	485 873 980,19
Dont :		
Part RFF ***	243 263 441	
Part RFI ***	242 610 539	485 873 980,19

* Cf. note V. avant dernier alinéa.

** Les conventions avec l'AFITF prévoient le versement des fonds à LTF sur la base de seuils d'avancement comptables prédéfinis. Au 31/12/08, les avancements étaient très proches des seuils pour réaliser l'appel de fonds mais encore insuffisants. Ces données purement comptables n'ont pas d'impact sur la parité des financements des deux Etats

*** Les subventions méritées font ressortir une différence de 652 902 € entre la subvention française et la subvention italienne au 31/12/08. Il s'agit de la différence entre, d'une part, les activités financées uniquement par l'Etat italien, conformément à la lettre des Ministres français et italiens transmise à la Commission européenne le 17 juillet 2007, dont les coûts atteignaient le montant de 537.726 € au 31/12/08, et, d'autre part, des intérêts financiers supportés par LTF, pour un montant cumulé de 1.190.628 € au 31/12/08. Ces intérêts sont générés sur le compte courant ouvert entre LTF et RFF (emprunteur pour LTF), portant intérêt au taux EONIA majoré de 10 points. Etant à la charge de l'Etat français exclusivement, ces intérêts apparaissent comme tels dans le calcul des subventions méritées.

IV/5 PROVISIONS

IV.5 Provisions

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

Les mouvements de provisions se présentent comme suit :

NATURE	Montant à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montants au 31/12/08
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour risques et charges (note III 10.2 - page 32)	12 987 823	3 593 404		16 581 227
Provisions pour pensions (note III.9 - page 31)	126 823		-4 368	122 455
TOTAL	13 114 646	3 593 404	-4 368	16 703 682
Provisions pour dépréciation				
TOTAL	13 114 646	3 593 404	-4 368	16 703 682

V Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

V/1 PRODUCTION IMMOBILISEE

LTF a pour objet la réalisation des études et travaux préliminaires du tunnel pour la nouvelle liaison ferroviaire Lyon Turin.

En conséquence, à la fin de chaque exercice et sauf exception, LTF inscrit en immobilisation en cours la totalité des charges d'exploitation, des charges financières nettes ainsi que des charges exceptionnelles nettes. En application de ces dispositions, en 2008 LTF a inscrit 78.812.447 € en production immobilisée.

Le résultat de l'exercice est donc nul.

V/2 CREDIT BAIL

Le montant comptabilisé au cours de l'exercice (3 720 €) correspond à des opérations de crédit bail relatives à des véhicules (cf. tableau page 40).

V/3 CHARGE D'IMPOT

Les impôts et taxes dus en France et en Italie sont classés en « impôts et taxes » dans le compte de résultat et sont immobilisés.

V/4 RISQUES DE CHANGE

La Société réalise la quasi-totalité de ses opérations en euros et est peu exposée au risque de change.

V/5 EFFECTIF ET MASSE SALARIALE

Au 31 décembre 2008, les charges de personnel pour l'exercice s'élèvent à 4.519.369 € dont 1.495.729 € pour le personnel mis à disposition (y-compris intérimaires) par la SNCF, SFTRF, RFI, Italferr et Trenitalia.

Le personnel est réparti comme suit :

Personnel	Exercice 2008 (du 1er janvier au 31 décembre 2008)		
	Effectif moyen du personnel (équivalent temps plein)	Dont Dirigeants	Autres personnels
Salaariés France	28		28
Salaariés Italie	10		10
Mis à disposition			
Par RFI / Italferr / Trenitalia	7	1	6
Par la SNCF	5	0	5
Par SFTRF	1	1	
TOTAL	51	2	49

V/6 TABLEAU CREDIT BAIL

ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL

Montants en euros

Exercice du 01/01/08 au 31/12/08

NATURE	Redevances Payées		Redevance restant à payer					Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	2006	2007	2008	2009	2010	
Véhicules France								
- DIAC C7068	3 720	7 130				3 720	9 917	
TOTAL	3 720	7 130				3 720	9 917	

VI Autres informations significatives

Engagements pris :

Néant.

Engagements reçus :

A la clôture de l'exercice 2008, LTF a reçu des engagements des Etats français et italien pour un montant de 716,01 millions d'euros correspondant au programme entériné par la CIG pour la nouvelle ligne ferroviaire Lyon Turin, réparties comme suit :

- * Programme 2002 : 98 M€
- * Programme 2003 : 129 M€
- * Programme 2004 : 32 M€
- * Programme 2005 : 165 M€
- * Programme 2006 : 76,42 M€
- * Programme 2007 : 94,08 M€
- * Programme 2008 : 71,50 M€
- * Programme 2009 : 50,01 M€

Total : 716,01 M€

Sur ce montant, LTF a déjà perçu 418,7 M€ en numéraire sur 485,9 M€ immobilisés.

Conformément aux informations fournies en annexe III/4 "capitaux propres", ces subventions ne pourront être versées qu'à hauteur des études et travaux réalisés par LTF.

Litiges en cours :

La Société fait face dans le cadre de son activité à diverses réclamations formulées par les entrepreneurs auxquels elle a confié des travaux et réalisations d'ouvrages.

En particulier, diverses requêtes d'un montant de 110 millions d'euros ont été introduites auprès du Tribunal administratif de Paris par l'un des fournisseurs de travaux de la Société. Cette dernière estime que les réclamations dont elle fait l'objet sont excessives. En conséquence, elle conteste l'essentiel des réclamations qui n'ont donc pas été provisionnées. La Société a constitué pour certains éléments au 31 décembre 2008 une provision pour risques partielle selon les modalités décrites dans la note III/10.2.

D'autres réclamations ont été formulées par certains fournisseurs de la Société, et la Société a constitué des provisions pour risques au 31 décembre 2008 à hauteur des indemnités qu'elle est tenue de devoir payer.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RAPPORT SPECIAL



Copyright . StudioViant.com / LTF

VII Exercice clos le 31 décembre 2008

Ces documents seront établis par les commissaires aux comptes de LTF après que le Conseil d'Administration de LTF aura, conformément à l'article 11 C (2) des Statuts de la Société, arrêté les comptes sociaux avant leur transmission aux associés.

CERTIFIE CONFORME 16 JUIN 2009

100



LYON TURIN FERROVIAIRE

**RAPPORTO
FINANZIARIO
Esercizio 2008**

Chiusura contabile antecedente al rapporto generale dei Revisori dei Conti

Rev. CdA del 10.03.09

2 INDICE

Rapporto finanziario 2008

4 Argomenti generali

9 Relazione sulla gestione da parte del Consiglio di Amministrazione

20 Stato finanziario al 31 dicembre 2008

- Stato patrimoniale
 - Conto economico
 - Nota integrativa
- (Nota dettagliata a pagina seguente)

Rapporto generale dei revisori 42 dei conti Rapporto speciale

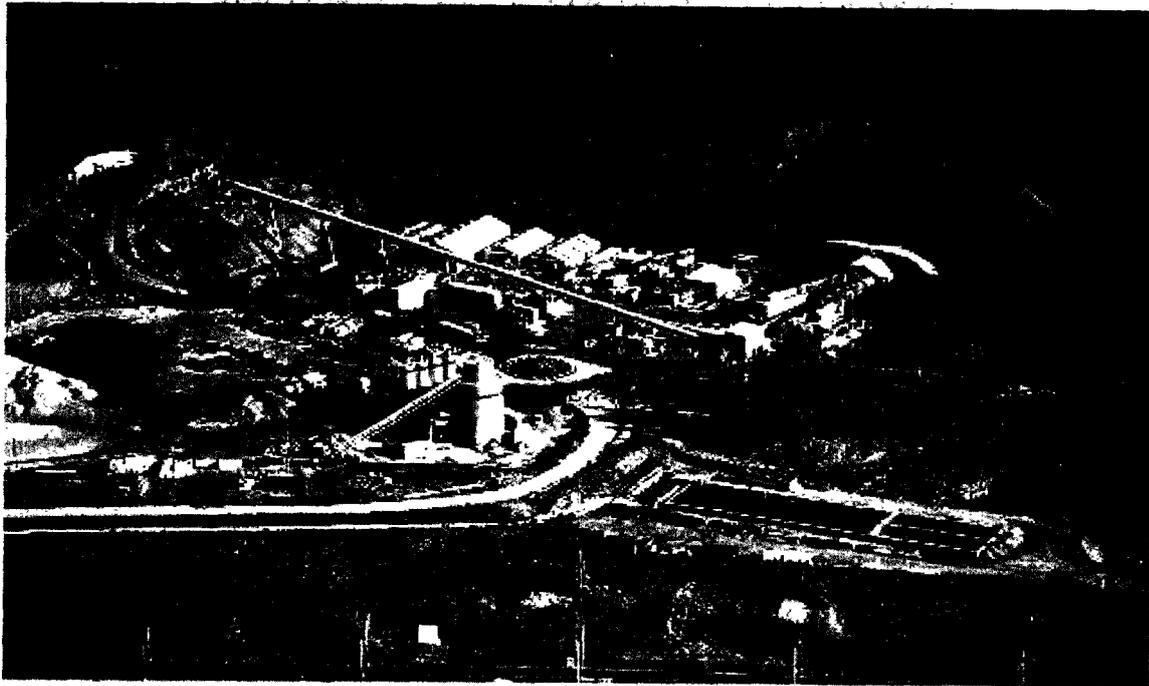
INDICE DETTAGLIATO

NOTA INTEGRATIVA DELL'ESERCIZIO CHIUSO AL 31 DICEMBRE 2008 (in euro)

Presentazione di Lyon Turin Ferroviaire (LTF - SAS)	N. pagine
I - Introduzione	25
II - Fatti significativi e base di stesura del bilancio di LTF SAS	26
III - Principi, norme e regole contabili	28
IV - Complemento d'informazioni relative al bilancio	33
IV.1. Attivo immobilizzato e ammortamenti	33
Attivo immobilizzato – valori lordi	
Attivo immobilizzato - ammortamento	
IV.2 Attivo circolante e debiti	35
Stato delle scadenze dei crediti e dei debiti	
IV.3 Conti di regolarizzazione – ratei e risconti	37
Costi e ricavi anticipati	
IV.4 Patrimonio netto	37
Sovvenzioni investimenti	
IV.5 Accantonamenti per rischi ed oneri	
V - Complemento d'informazioni relative al conto economico	
VI - Altre significative informazioni	

4

ARGOMENTI GENERALI



Immagini: Gruppo Montedison

I Informazioni generali su LTF

I/1 DENOMINAZIONE E SEDE SOCIALE

"Lyon Turin Ferroviaire" - abbreviato "LTF" - è una "società per azioni semplificata" la cui sede sociale è situata 1091 avenue de la Boisse a Chambéry (Francia).

La Società ha una sede secondaria a Torino, Piazza Nizza, 46 - c.a.p.10126.

I/2 LEGISLAZIONE

La legislazione applicata a LTF SAS è la legislazione francese.

I/3 DATA DI COSTITUZIONE

Lo Statuto di LTF-SAS è stato firmato in data 3 ottobre 2001.

Lo stesso è stato modificato il 22 dicembre 2004, il 17 dicembre 2007, il 17 novembre 2008 e successivamente il 10 marzo 2009. Le revisioni hanno riguardato il cambiamento di sede secondaria, i poteri rispettivi del Presidente e del Direttore Generale, e la durata della Società.

La Società è stata iscritta sul Registro del Commercio e delle Società (RCS) di Chambéry in data 17 ottobre 2001 ed allo stesso tempo presso la Camera di Commercio di Torino.

I/4 OGGETTO SOCIALE

La Società ha per oggetto, ai sensi dell'accordo del 29 gennaio 2001 tra il Governo della Repubblica francese ed il Governo della Repubblica italiana per la realizzazione di una nuova linea ferroviaria Lione-Torino ed, in particolare, ai sensi degli articoli 5, 6, 7 e 9, di condurre gli studi, le indagini ed i lavori preliminari nella parte

comune italo-francese della sezione internazionale.

Queste missioni comportano, in particolare, la definizione precisa del tracciato e delle procedure di valutazione ambientale che sono applicabili nei due Stati, lo scavo delle discenderie e gallerie geognostiche, i lavori connessi e tutti gli studi necessari all'esecuzione del progetto preliminare della parte italo-francese.

Al termine di questa fase di studi e di accertamenti, la Società dovrà presentare il progetto definitivo dei lavori della nuova linea, la loro localizzazione, la previsione finanziaria e le modalità di realizzazione.

E' stato firmato il 5 maggio 2004 dai Ministri italiano e francese dei trasporti un memorandum d'intesa inerente l'intera sezione internazionale. I due paesi hanno deciso di avviare gli studi per il Progetto Definitivo, "Avant Projet de Référence" in Francia, compresi nel mandato di LTF.

I gestori delle infrastrutture delle reti ferroviarie nazionali italiana e francese sono entrambi autorizzati, previo accordo comune, ad affidare alla Società qualsiasi altro studio, accertamento e lavoro la cui realizzazione venga ritenuta utile sulla sezione internazionale del collegamento Torino-Lione.

La Società effettua qualsiasi genere di studi, direttamente o indirettamente in base al mandato definito sopra, susseguenti allo sviluppo.

I/5 REGISTRO DEL COMMERCIO E NUMERO DI ISCRIZIONE

Chambéry 439 556 952

I/6 DOCUMENTI SOCIALI

Possono essere consultati presso la sede sociale.

I/7 ESERCIZIO SOCIALE

L'esercizio sociale inizia il 1° gennaio e si conclude il 31 dicembre di ogni anno.

I/8 DESTINAZIONE DEGLI UTILI

L'articolo 20 dello Statuto specifica in particolare che sull'utile dell'anno al netto di eventuali perdite anteriori, viene prelevato almeno il cinque per cento per costituire il fondo di riserva legale. Questo prelevamento non è più obbligatorio quando il capitale di riserva risulta pari ad un decimo del capitale sociale; è di nuovo necessario se, per una causa qualunque, la riserva legale è inferiore al decimo.

L'utile da distribuire è costituito dagli utili dell'esercizio, al quale vengono tolte le perdite precedenti e le somme accantonate a riserva, in applicazione della legge e dello Statuto, ed incrementato di ogni riporto beneficiario.

Questo utile può essere accantonato a riserva o distribuito ai soci in proporzione al numero di azioni da loro possedute.

I/9 ASSEMBLEA

Articolo 18 dello Statuto

L'Assemblea generale è costituita dagli associati. Ciascun associato è rappresentato, sia da un suo rappresentante legale, sia da un rappresentante designato o da un suo sostituto.

Ogni socio dispone di un voto per ogni azione in suo possesso.

Il Presidente della Società assiste all'Assemblea generale senza partecipare alla votazione.

Le decisioni degli associati devono essere adottate e modificate all'unanimità se sono relative ai seguenti punti:

- Modifica del capitale sociale
- Designazione e revoca degli amministratori
- Retribuzione degli amministratori, del Presidente della Società e del Direttore Generale
- Nomina dei revisori dei conti
- Approvazione dei conti annuali e stanziamento dell'utile
- Cessione delle azioni
- Approvazione delle cessioni delle azioni
- Sospensione dei diritti al voto ed esclusione di una società azionista il cui controllo è stato modificato
- Esclusione di un associato
- Trasformazione ed operazioni aventi lo scopo di aumentare le obbligazioni degli associati
- Dissoluzione.

Qualsiasi altra decisione è di competenza del Consiglio di Amministrazione che delibera alle condizioni di cui all'articolo 11 dello Statuto.

I/10 CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE

Articolo 11 dello Statuto

La Società è gestita, nel limite dei poteri ad essa attribuiti dallo Statuto, da un Consiglio di Amministrazione.

Il Consiglio di Amministrazione è composto da 8 amministratori, di cui uno è il Presidente ed il Presidente e gli altri amministratori rappresentano gli associati. Gli amministratori sono eletti dall'Assemblea Generale degli associati per una durata di

7 ARGOMENTI GENERALI

Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono rese esecutive dal Presidente e dal Direttore Generale, nel rispetto dei loro poteri.

I/11 IL PRESIDENTE (ARTICOLO 12 DELLO STATUTO)

Il Sig. Patrice RAULIN

"Il Presidente della Società è di diritto membro e Presidente del Consiglio di Amministrazione della Società. Egli vigila sul buon funzionamento degli organi della Società e convoca le Assemblee.

In particolare egli è responsabile dei rapporti esterni ed istituzionali ed anche del finanziamento della Società.

E' anche di sua competenza il controllo e la vigilanza della gestione economica e finanziaria della Società attuata dal Direttore Generale".

I/12 IL DIRETTORE GENERALE (ARTICOLO 13 DELLO STATUTO)

Il Sig. Paolo COMASTRI

"Con riserva delle competenze della collettività degli associati, del Consiglio di Amministrazione e di quelle del Presidente della Società, il Direttore Generale è incaricato della direzione della Società. A questo titolo egli assicura:

- L'elaborazione del budget della Società e la sua gestione in accordo con il Presidente;
- La stesura e l'adattamento della strategia della Società in accordo con il Presidente;
- L'organizzazione e il controllo dei cantieri, lavori e studi;
- La direzione della struttura nonché dei siti di cantieri e dei lavori della Società.

La Direzione Generale è impiantata nei locali della sede secondaria della Società".

I/13 RESPONSABILE DEL CONTROLLO DEI CONTI

Gli associati designano insieme due revisori dei conti titolari e due revisori dei conti supplenti (art. 15 dello Statuto).

Questa designazione viene fatta secondo le condizioni di cui all'articolo 18 dello Statuto per una durata fissata dalla legge.

Il mandato dei revisori dei conti titolari, è stato rinnovato durante l'anno 2008. Questi sono:

PricewaterhouseCoopers Audit
20 rue Garibaldi
Fr - 69451 Lyon Cedex 06

KPMG SA
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
Fr - 92923 La Défense

I/14 RESPONSABILE DELL'INFORMAZIONE

Monsieur Patrice RAULIN

Presidente di LTF-SAS.

II Informazioni generali sul capitale

II/1 CAPITALE SOCIALE

Il capitale sociale ammonta a 1 000 000 euro.

E' diviso in 2 000 azioni del valore di 500 euro ciascuna.

Le azioni sono ripartite in parti uguali (1 000 azioni) tra i due azionisti RFI e RFF.



Questa settima relazione del Consiglio di Amministrazione riguarda il periodo trascorso dal 1° gennaio 2008 al 31 dicembre 2008.

Un capitolo è dedicato ai fatti importanti intervenuti dall'inizio dell'esercizio 2009.

La natura delle attività di LTF (realizzazione di un programma di studi e lavori affidata dai Governi italiano e francese) e le modalità del suo finanziamento (sovvenzioni in conto capitale versate nell'ambito di autorizzazioni di programma preliminari all'avvio delle attività), conferisce un'importanza particolare al rispetto del programma e del planning approvati dalla CIG (Commissione Intergovernativa) nonché alle decisioni assunte dai governi.

I Fatti significativi dell'esercizio 2008

Nel 2008, LTF ha realizzato gli studi di accompagnamento dell'Osservatorio Tecnico in Italia.

La smobilizzazione del cantiere di Modane/Villarodin-Bourget e gran parte della sistemazione del sito sono state realizzate durante l'anno 2008. I cantieri delle discenderie di Saint Martin la Porte e di La Praz sono proseguiti senza interruzione ne alee importanti.

Il primo lotto ("parte fissa") del contratto di Saint Martin è stato ultimato a settembre, con un breve anticipo rispetto ai tempi previsti. La parte condizionale è in corso e il cantiere prosegue senza particolari difficoltà.

La situazione in Italia è evoluta sostanzialmente, benché non sia stato possibile avviare i lavori previsti in territorio italiano, né la progettazione.

Il 28 giugno 2008, l'accordo di Pra-Catinat ha consentito di portare alla definizione dei principi cui ci si dovrà riferire in sede di sviluppo del tracciato in territorio italiano.

Il Tavolo Politico del 29 luglio 2008 ha preso atto di questa evoluzione ed ha chiesto all'Osservatorio Tecnico di proseguire i suoi lavori di ottimizzazione del tracciato. Il 28 ottobre 2008, la CIG ha chiesto a LTF di preparare la gara d'appalto relativa agli studi dell'APS/PP modificativo.

Alla data di stesura della presente relazione, il tracciato attuale non risulta formalmente condiviso dal governo italiano. Inoltre, il progetto rimane inserito nel quadro della « legge obbiettivo » e non è stato tuttora votato nessun decreto modificativo da parte del parlamento italiano.

In conseguenza, la società ha deciso di mantenere i contratti in essere.

Riguardo al progetto sul territorio francese, l'anno 2008 è stato caratterizzato dall'avvio della pubblica inchiesta locale sul Comune di Villarodin-Bourget.

LTF ha inoltre preso parte alla redazione della bozza di decisione di finanziamento europeo per il periodo 2007-2013, consegnato dai due governi italiano e francese all'inizio del mese di novembre 2008. La decisione di finanziamento, firmata dal Vice-Presidente della Commissione, il Sig. Antonio Tajani, è stata notificata l'8 dicembre 2008 ai due governi. Il documento conferma il contributo di 671 M€ consentito dall'Unione Europea per il periodo 2007-2013, di cui 233 M€ per il completamento degli studi e lavori preliminari a carico di LTF e 438 M€ per l'avvio dei lavori del tunnel di base.

La produzione immobilizzata nell'esercizio ammonta per il 2008 a 78,8 M€ rispetto a 88,1 M€ per il 2007. La diminuzione rispetto all'esercizio precedente è provocata dalla riduzione delle attività di studi (il PR/APR è stato ultimato nel 2007) e dalla minore produzione dei cantieri, ora solo 2, visto il completamento dei lavori della discenderia di Modane durante l'esercizio precedente.

Essa include i costi degli studi e progetti e PR/APR per un importo pari a 2,8 M€ e dei lavori preliminari e sondaggi per un importo pari a 63,8 M€.

I costi di personale, che includono il personale distaccato, ammontano a 4,5 M€ in linea con l'esercizio precedente.

I costi dell'esercizio comprendono i fondi per rischi e oneri.

Le immobilizzazioni in corso, incluse nel bilancio, sono state portate a 485,9 M€ al 31 dicembre 2008, contro 406,3 M€ al 31 dicembre 2007, dopo aver preso in considerazione la produzione immobilizzata del periodo (78,8 M€) ed il trasferimento di oneri per un totale di 0,8 M€.

I/2 ATTIVITÀ DEGLI STUDI 2008

I/2.1 DOMANDA DI FINANZIAMENTO ALL'UNIONE EUROPEA

In seguito all'accordo di massima dell'Unione Europea di finanziare la Parte comune nella misura di 671,8 M€ (decisione del 16 luglio 2007), LTF ha elaborato un progetto di "Decisione di finanziamento dell'Unione Europea", che è stato consegnato alle due amministrazioni nazionali il 15 settembre 2008 (ed inviato da queste all'UE all'inizio del mese di novembre 2008).

I/2.2 OSSERVATORIO TECNICO

L'Osservatorio Val di Susa, presieduto dal Commissario Mario Virano, ha proseguito le proprie attività tutto l'anno, in generale con una riunione alla settimana.

La prima metà dell'anno è stata dedicata alle discussioni sulla capacità del nodo ferroviario di Torino, sul "Servizio Ferroviario Metropolitano" previsto dall'Agenzia per la Mobilità Metropolitana di Torino, sull'ambiente nonché all'audizione dei sindaci dei comuni interessati dal progetto. Il 18 giugno 2008, su richiesta dell'Osservatorio, LTF ha presentato un'analisi critica della "Variante Mista", base tecnica della domanda di contributo finanziario all'Unione Europea di luglio 2007, corredata da proposte d'inserimento di un nuovo tracciato che passa a Est di Susa e nella piana delle Chiuse (Villarfocchiardo, Sant'Antonino di Susa, Vaie).

I membri dell'Osservatorio si sono riuniti in un seminario a fine giugno a PraCatinat (a ovest di Torino) per mettere a punto un documento conclusivo. Questo documento,

denominato "Accordo di PraCatinat", datato 28 giugno 2008, raccomanda la messa in opera di misure di trasferimento modale a favore del trasporto ferroviario merci, il potenziamento dei servizi regionali e metropolitani passeggeri, lo sviluppo di una progettazione "unitaria" della nuova linea, dalla frontiera alla connessione con la linea AV/AC Torino-Milano, e definisce i capisaldi di un nuovo tracciato in territorio italiano.

Per la Parte Comune, l'Accordo adotta le proposte di LTF (di giugno 2008) come capisaldi per la progettazione del nuovo tracciato.

L'Accordo di PraCatinat è stato validato dal Tavolo Istituzionale di Palazzo Chigi il 29 luglio 2008, che ha affidato all'Osservatorio l'incarico di "progettare la progettazione".

La seconda fase dell'Osservatorio, dal 23 settembre 2008, ha trattato l'organizzazione, la tempistica e le specifiche da adottare per l'elaborazione del Progetto Preliminare.

Le nuove difficoltà emerse con gli Enti locali della Valle di Susa non hanno permesso all'Osservatorio di concludere questa fase entro la scadenza di fine 2008 fissata dal Tavolo Istituzionale.

Tuttavia, le attività dell'Osservatorio sono state riprese a fine gennaio 2009 e si sono concluse positivamente.

I/2.3 STUDI**STUDI DI SICUREZZA**

Il Gruppo di Lavoro Tecnico-Sicurezza (GdL TS) della CIG aveva richiesto a LTF di svolgere degli studi complementari su 3 temi:

- Simulazioni d'incendio su un treno viaggiatori e simulazioni aerauliche con diverse velocità di ventilazione in tunnel (0,5 – 3 m/s);
- Simulazioni di un'evacuazione spontanea in tunnel di un treno viaggiatori incendiato e conseguenze sulle disposizioni in materia di opere civili (interasse dei rami, larghezza del marciapiede, larghezza dei rami, ecc.);
- Studio di prefattibilità di un sistema continuo di aspirazione dei fumi in tunnel.

Questi studi sono stati avviati in giugno, dopo una complessa messa a punto dei capitoli con il GdL TS e i risultati sono stati presentati a metà novembre.

Ad oggi, nessuna decisione è stata presa dal GdL TS.

STUDI DI SICUREZZA AS/AT

LTF ha fatto realizzare diversi studi puntuali, su richiesta del Comitato di Sicurezza AS/AT (antisabotaggio/antiterrorismo) della CIG, in particolare sul nuovo progetto in territorio italiano.

Peraltro è stato richiesto lo studio di un ulteriore scenario di sicurezza AS/AT al fine di valutare l'eventuale necessità di modifiche delle opere civili dei tunnel (marciapiede di evacuazione, rami, ecc.).

STUDI TECNICI: COMPLEMENTO ALL'APR/PP

L'audit relativo alla configurazione del sistema di alimentazione trazione elettrica,

richiesto da RFF, è stato realizzato nel 2008 da RTE e TERNA.

Questo conferma in modo generale i principi dell'APR/PD.

NUOVO TRACCIATO IN TERRITORIO ITALIANO

Su richiesta dell'Osservatorio e con l'accordo della CIG, LTF ha studiato diverse ipotesi di un nuovo tracciato in Italia. L'ipotesi adottata come riferimento, sviluppata solamente a livello di prefattibilità, è fondata sui seguenti principi:

- Mantenimento degli standard progettuali e delle opere della parte francese;
- Modifica del tracciato del Tunnel di Base a partire dalla frontiera, per ubicarne l'uscita a Est di Susa, in parallelo con l'Autostrada A32;
- Realizzazione di una stazione internazionale viaggiatori a Susa;
- Attraversamento della Valle di Susa in parallelo all'A32, e realizzazione della stazione di sicurezza e degli impianti tecnici (base di manutenzione, sottostazioni elettriche) sulle aree attualmente occupate dai parcheggi per veicoli pesanti;
- Galleria sotto l'Orsiera di circa 11,4 km, senza sito di sicurezza sotterraneo né discenderia;
- Proseguimento in galleria artificiale nella piana delle Chiuse (Villarfocchiardo, Sant'Antonino, Vaie) fino alla interconnessione con la parte nazionale della nuova linea; il manufatto di interconnessione è realizzato in sotterraneo.

Questi studi sono stati realizzati in modo attivo di un raggruppamento di architetti e paesaggisti, il quale ha valutato alcune ipotesi di modifica del progetto (riqualificazione di alcune aree).

Nell'ipotesi di tracciato sviluppata, il cunicolo esplorativo del massiccio di Ambin sarebbe realizzato a partire dalla località La Maddalena (comune di Chiomonte), in prossimità delle gorge della Dora.

Inoltre, LTF ha realizzato uno studio di ottimizzazione del tracciato del tunnel di base e dell'ubicazione del sito d'intervento di Clarea.

I/2.4 PROGETTO PRELIMINARE DEL NUOVO TRACCIATO

Il 28 ottobre 2008, la CIG ha dato il proprio accordo a LTF per avviare le seguenti attività:

- Indagini ambientali,
- Avvio del Progetto Preliminare,
- Studi della galleria della Maddalena.

Il bando di gara è stato pubblicato nella Gazzetta Ufficiale dell'Unione Europea il 4 novembre 2008.

La fine dell'anno 2008 è stata dedicata alla fase di prequalifica dei candidati e all'elaborazione dei documenti di gara.

I/2.5 INDAGINI AMBIENTALI

A seguito dell'accordo da parte della CIG, il 28 ottobre 2008, sono state avviate delle attività destinate a delineare l'ambiente interessato dal nuovo progetto: indagini topografiche, ricerca bibliografica sulla geologia, raccolta dei dati disponibili sull'ambiente.

I/2.6 APS/PP DELLE LINEE DI ACCESSO FRANCESI

Nel 2008, LTF ha avviato diversi studi al fine di permettere a RFF di elaborare il Progetto Preliminare/Avant-Projet Sommaire delle linee di accesso alla Parte Comune:

- Aggiornamento degli studi di traffico merci e passeggeri;
- Confronto dei servizi di autostrada ferroviaria Modalohr con quelli dell'AF a grande sagoma;

- Bilancio socioeconomico.

Questi studi saranno conclusi nel primo trimestre 2009.

I/2.7 STUDI GIURIDICI, ECONOMICI E FINANZIARI

Nel 2008, non è stata svolta nessuna attività in questo campo.

I/3 ATTIVITÀ LAVORI GEOGNOSTICI 2008

I/3.1 DISCENDERIA DI MODANE (4056 METRI)

Si ricorda che il giorno 1 Novembre 2007 sono terminati i lavori di scavo della discenderia, con circa nove mesi di anticipo rispetto a quanto previsto e con un risparmio economico di circa il 10%.

Inoltre, tenuto conto che la data d'inizio lavori dell'opera principale è stata rimandata alla fine dell'anno 2013, LTF ha previsto di salvaguardare l'opera appena terminata, attraverso l'acquisizione di servizi di manutenzione ordinaria e straordinaria della discenderia.

I/3.2 DISCENDERIA DI LA PRAZ (2572 METRI)

Si ricorda che i lavori sono stati affidati il 29 agosto 2005 al raggruppamento Spie Batignolles, Sotrabas, Ghella, Cogeis. Il contratto prevede una durata dei lavori pari a 36 mesi.

L'ordine di servizio è stato dato all'impresa il 17 ottobre 2005. L'attività di scavo è iniziata il 16 gennaio 2006.

Il 31 dicembre 2008, l'attività di scavo è stata raggiunta il PM 2480 metri, con un avanzamento in un anno, grazie all'impiego di macchinari più avanzamento migliore rispetto ai tempi precedenti.

Rimangono pertanto da realizzare i lavori di completamento, tenendo conto dell'acquisizione dei servizi della discenderia e dell'ottimizzazione di tracciato.

La riduzione delle venute d'acqua costituisce l'evento maggiore dell'anno 2008 ed ha permesso la riduzione delle fasi di iniezione. Pertanto, i terreni incontrati rimangono geomeccanicamente più favorevoli del previsto pur necessitando l'installazione di centine. La media ponderata della cadenza realizzata nel 2008 è di circa 2,9 metri al giorno.

Malgrado i buoni risultati ottenuti, si è accumulato un ritardo di alcuni mesi (circa 6), dovuto a quanto sopra riportato, oltre ad un maggiore esborso economico, quantificabile in circa 9 M€. Un aumento della massa dei lavori è stato concesso all'impresa, aumentando il valore del contratto a 61,5 M€ + 6 M€ = 67,5 M€.

Segnaliamo che gli scavi sono stati completati il 20 gennaio 2009.

I/3.3 DISCENDERIA DI ST MARTIN (1545 METRI + 735 METRI)

Si ricorda che, nel 2007, LTF ha terminato i lavori inerenti al primo contratto (fino alla PM 1545) e sono iniziati quelli del nuovo appalto a partire dal 2 di maggio. Da allora, quest'ultimo contratto ha permesso la realizzazione di ulteriori 481 metri di discenderia.

Il raggruppamento d'impresе che si è aggiudicato il nuovo appalto di lavori è costituito da Razel, Pizzarotti e Bilfinger & Berger. Il contratto si divide in una "parte fissa" e due "parti condizionali", che possono essere così riassunte:

Parte fissa	40 M€	20 mesi	400 m
1ª parte condizionale	22 M€	9 mesi	280 m
2ª parte condizionale	9 M€	6 mesi	100 m

(nota: valori base 2007)

Alla fine dell'anno è stato raggiunto il PM 2026, su una lunghezza totale da realizzare di 2280 metri (1545 metri corrispondenti alla discenderia realizzata con il vecchio contratto + 400 metri previsti nella parte fissa e 81 m

sulla prima parte condizionale del nuovo contratto).

Restano quindi da scavare 254 metri ed eventualmente la galleria geognostica al piede della discenderia in corso di definizione, in funzione delle informazioni acquisite dalla ripresa dei lavori. La fine degli scavi è stimata a fine 2009, mentre la galleria potrebbe essere avviata all'inizio del secondo semestre 2010.

La media di avanzamento (fermi cantiere esclusi) è di 0,90 metri/giorno, con punte di 2,00 metri. Benché siano stati rilevati miglioramenti nella qualità del terreno la tecnica di scavo resta quella adottata negli anni precedenti per garantire l'avanzamento in sicurezza.

E' risultato solo possibile alleggerire il metodo di scavo sperimentato nell'ambito del precedente contratto (metodo Barla-Panet).

Alla fine dell'anno 2008, non è stato accumulato nessun ritardo ed è stata realizzata una seppur modesta economia.

I/3.4 GALLERIA GEOGNOSTICA DI VENAUS (7000 METRI)

Si ricorda che il contratto per la realizzazione della galleria geognostica di Venaus è stato firmato il 31 gennaio 2005. L'ordine di servizio è stato emesso l'11 aprile 2005.

LTF non ha potuto avviare i lavori nel 2005 causa gli incidenti del dicembre con gli oppositori locali, che ha portato alla messa sotto sequestro delle aree da parte delle autorità competenti. Da allora, la messa sotto sequestro è cessata ma non sono mai sostituite le condizioni per la ripresa dei lavori.

Nel corso del 2006, è stato deciso l'abbandono dell'"obiettivo" e l'avvio di un'attività nel quadro della legge n. 48 del 28 febbraio 2001, una "Conferenza di Servizi" per studiare il tracciato e tre

Questo abbandono delle attività è stato formalizzato dalla "legge obiettivo" e da atti giuridici formali del Parlamento italiano.

Ad oggi, il progetto permane inserito tra i progetti previsti dalla "legge obbiettivo" e i decreti di occupazione delle aree di cantiere di Venaus sono tuttora di pieno effetto.

Si noti inoltre che il Tavolo Politico istituzionale di Palazzo Chigi ha dato mandato al cosiddetto Osservatorio Tecnico di trovare un accordo con i rappresentanti istituzionali della Valle di Susa anche studiando tracciati diversi da quello già esaminato. Questo potrebbe portare, durante l'anno 2009, allo spostamento in comune di Chiomonte ("La Maddalena") della galleria geognostica di Venaus verso un altro sito; la fattibilità di tale mantenimento e del trasferimento del contratto in essere è legata a diversi fattori tecnici e giuridici. I fattori tecnici implicano che l'oggetto contrattuale rimanga praticamente invariato mentre i fattori giuridici sono legati alle procedure autorizzative della nuova galleria che condizionano le modalità di trasferimento dalle autorizzazioni attuali a quelle nuove.

Alla date di stesura del bilancio, i lavori del cantiere rimangono quindi sospesi (per causa di forza maggiore).

I/3.5 SONDAGGI IN ITALIA

I contratti dei sondaggi geognostici sono sempre sospesi (analogamente per causa di forza maggiore), vista l'impossibilità di accedere ai siti, così come nel caso del cunicolo esplorativo di Venaus.

La realizzazione dei sondaggi è condizionata dalle decisioni che verranno prese e formalizzate dal governo italiano, probabilmente nel 2009.

I/4 TERRITORIO FRANCIA ED ITALIA

I/4.1 TERRITORIO FRANCIA

1) PROCEDURE

In seguito alla pubblicazione, il 20/12/07, del Decreto che dichiara la Pubblica utilità e l'urgenza dei lavori tra Saint Jean de Maurienne e il confine italo-francese, escludendo le opere e gli impianti all'aperto

sul comune di Villarodin-Bourget, sono state condotte delle riunioni d'informazione, su iniziativa del Vice-Prefetto, a metà 2008, nei comuni del bacino di Saint-Jean de Maurienne

Queste riunioni hanno riguardato tutti i proprietari di immobili e di attività commerciali e industriali ubicate nelle aree "DUP", recepite altresì come aree vincolate nei piani regolatori ("PLU") dei comuni.

La firma del Decreto ha condotto alcuni di questi proprietari a intimare allo Stato l'acquisto dei loro beni in modo anticipato. La DDEA ("Direction départementale de l'Equipement et de l'Agriculture") è stata incaricata dal Ministero di procedere a queste acquisizioni fondiari, per conto dello Stato, sul budget AFITF, e di gestire i beni in attesa dell'istituzione del Promotore.

Peraltro, il 18 febbraio 2008, questo decreto ("DUP") è stato oggetto di un ricorso al Consiglio di Stato. La memoria difensiva di LTF è stata trasmessa al MEEDDAT il 10 giugno 2008 e al Consiglio di Stato i primi di luglio 2008.

Il 29 maggio 2008, è stato trasmesso al Prefetto un dossier di PIG (Progetto d'Interesse Generale) relativo ai lavori e alle opere all'aperto sul comune di Villarodin-Bourget, reso pubblico a partire dal 1° settembre 2008.

Nell'estate 2008 sono stati avviati degli studi complementari per costituire un nuovo dossier d'inchiesta pubblica per queste stesse opere.

2) VARIE

Sono state realizzate le seguenti attività:

- Elaborazione del progetto di studio per l'autorizzazione all'occupazione e deposito del progetto di studio supplementare geognostico per i lavori della discendenza di Saint-Jean de Porte
- Fondiario: assistenza tecnica per le acquisizioni dei beni dell'area DUP

- Firma di un protocollo d'intesa per il finanziamento del nuovo Polo di interscambio di Saint Jean de Maurienne
 - Gestione degli impatti dello scavo delle discenderie: misure compensative per le sorgenti, concertazioni e convenzioni per i siti di deposito
 - Partecipazione al gruppo di lavoro per gli adempimenti della procedura "grande cantiere", al Comitato di pilotaggio e al Comitato dipartimentale di concertazione
 - Comunicazione: visite di eletti, di giornalisti e di tecnici, tra cui la visita del Segretario di Stato ai trasporti, il 15/09/08
 - Riunioni d'informazione e di concertazione puntuali con gli Enti locali ed i proprietari interessati dal Progetto, in particolare nei comuni interessati dal tracciato all'aperto o da una discenderia
 - Informazione e inizio delle concertazioni preparatorie con gli eletti di Villarodin-Bourget per la nuova inchiesta pubblica.
- linea di Gronda, da considerarsi parte integrante del Corridoio V, senza impegnare il Passante Ferroviario;
 - conferma dell'impianto di Orbassano come piattaforma logistica intermodale dell'area torinese connessa con il Corridoio V;
 - potenziamento infrastrutturale della tratta sino al capolinea del Sistema Ferroviario Metropolitano Bassa Valle Susa (FM3), in modo da garantire la crescita del traffico merci sulla nuova linea;
 - potenziamento infrastrutturale della Linea di Bassa Valle con connessione interrata tra linea "storica" e "nuova" nel nodo di Villarfocchiardo-Sant'Antonino-Vaie e conseguente galleria verso Susa
 - sviluppo di adeguate interconnessioni funzionali con la linea storica di Alta Valle, in modo da favorire l'accessibilità turistica; è da approfondirsi l'individuazione di una stazione di livello internazionale, presso Susa.

I/4.2 TERRITORIO ITALIA

Nel corso dell'anno 2008 i lavori dell'Osservatorio, iniziati il 12 dicembre 2006 e proseguiti in tutto il 2007, si sono svolti con cadenza settimanale con pubblicazione di 7 quaderni ricapitolativi delle diverse tematiche affrontate.

Come anticipato a pagina 11, l'intera prima fase dell'Osservatorio si è conclusa con un incontro svoltosi a Pracinat il 28 giugno 2008 e dal quale è emerso un documento conclusivo e condiviso "Punti di accordo per la progettazione della nuova linea e per le nuove politiche di trasporto per il territorio".

Sulla base di tale documento è stato convocato il 29 luglio successivo un Tavolo politico nel quale è stata raggiunta una intesa per la seconda fase dell'Osservatorio sui seguenti riferimenti da porre a base di una progettazione unitaria e contestuale:

- la nuova infrastruttura deve garantire piena funzionalità del Sistema Ferroviario Metropolitano;
- instradamento della generalità dei treni merci sulla linea AV/AC tra Chivasso e Bivio Stura, riservando la "storica" al servizio locale;

La seconda fase dell'Osservatorio si è avviata dal mese di settembre per sviluppare tre tematiche principali quali il potenziamento della linea storica e del Nodo di Torino, le politiche di trasferimento modale, il nuovo progetto unitario comprendente la tratta nazionale e quella comune italo-francese.

L'Osservatorio nella riunione del 30 dicembre non ha raggiunto sul terzo punto, la progettazione, la necessaria unanimità; tale fatto ha comportato le dimissioni del commissario Mario Virano, poi ritirate.

I/5 COMUNICAZIONE

I/5.1 MEZZI DI COMUNICAZIONE

Nel 2008 è stato aggiornato gli strumenti di lavoro in formato cartaceo e digitale, tenendo conto dei numerosi suggerimenti soprattutto per la parte...

I supporti della mostra sono stati rinnovati e migliorati gli stand utilizzati nel 2008 in occasione di fiere internazionali.

**I/5.2 PUBBLICHE RELAZIONI /
RELAZIONI STAMPA**

L'aspetto principale dell'attività è rappresentato dalle numerose visite sui cantieri LTF a al Centro Espositivo di Modane. Tra le visite più significative nel 2008: l'incontro con l'ambasciatore francese in Italia, l'incontro con il signor J. Scheele, direttore delle reti transeuropee in seno alla DG Tren, la visita di una delegazione della Corte dei conti dell'Unione Europea e di un gruppo della Federazione francese dell'acciaio. Per quanto riguarda gli eventi esterni, da segnalare l'importante convegno sull'evoluzione della Lione-Torino ed i suoi aspetti tecnici, con l'intervento del Presidente e del Direttore degli Studi di LTF, organizzato a Parigi con l'Associazione Centraliens.

Per quanto riguarda la stampa, sotto il controllo dal Presidente e dal Direttore Generale, LTF ha scelto di tenere nel 2008, profilo di comunicazione strettamente istituzionale, per non interferire con il lavoro dell'Osservatorio Tecnico. Tuttavia, in collaborazione con RFF, sono state organizzate due conferenze stampa per la presentazione del nuovo presidente ai vari corrispondenti della stampa francese nel mese di marzo e italiani, in un secondo incontro nel mese di luglio. Inoltre sono stati organizzati numerosi incontri collettivi con i corrispondenti dei 2 paesi.

I/5.3 EVENTI

LTF è intervenuta nel 2008 in 3 grandi manifestazioni: nel mese di marzo all' "Highspeed" ad Amsterdam, nel mese di maggio a Torino in occasione di Expoferroviaria/Intertunnel e nel mese di ottobre a Montecarlo durante AFTES.

II Fatti rilevanti intervenuti dopo l'inizio dell'anno 2009

Nel 2009 LTF proseguirà le attività avviate dal 2002, in coerenza con il programma finanziario previsionale, approvato dal proprio Consiglio di Amministrazione e dalla CIG nel mese di dicembre 2008.

Per quanto concerne i lavori, la contabilità generale e definitiva del contratto dei lavori della discenderia di Modane è stata firmata con il raggruppamento il 23 gennaio 2009.

I lavori della discenderia di Saint Martin la Porte proseguono normalmente mentre quelli della galleria di Venaus permangono sospesi. Inoltre, i lavori della discenderia di La Praz sono terminati il 20 gennaio 2009 per quanto riguarda la fase di scavo, la smobilizzazione del cantiere è invece tuttora in corso.

In merito agli studi e progetti, il capitolato relativo alla gara d'appalto per il PP/APS modificativo in territorio italiano è in corso di preparazione.

Infine, un gruppo di lavoro binazionale è stato creato per preparare il nuovo accordo italo-francese previsto per la fine dell'anno 2009, nel quale sarà precisato, in particolare, la definizione del futuro promotore a il montaggio giuridico e finanziario del progetto.

In quest'ambito, la CIG ha chiesto a LTF e i suoi Soci di presentare alcune proposte concernenti l'evoluzione dello statuto di LTF e ha trasmesso alle amministrazioni pubbliche coinvolte gli elementi portati a sua conoscenza dai Soci di LTF nell'autunno 2008 al fine di dare le risposte adeguate che consentiranno la stesura del bilancio della società.

In tal senso, l'Assemblea generale dei Soci ha modificato lo statuto della società il 10 marzo 2009 al fine di permettere alla società di proseguire le sue attività in un'ottica di continuità operativa. La durata della società è definita "fino alla data di completamento delle missioni definite all'articolo 2 del presente Statuto, e, al più tardi alla data del 31 dicembre 2013.

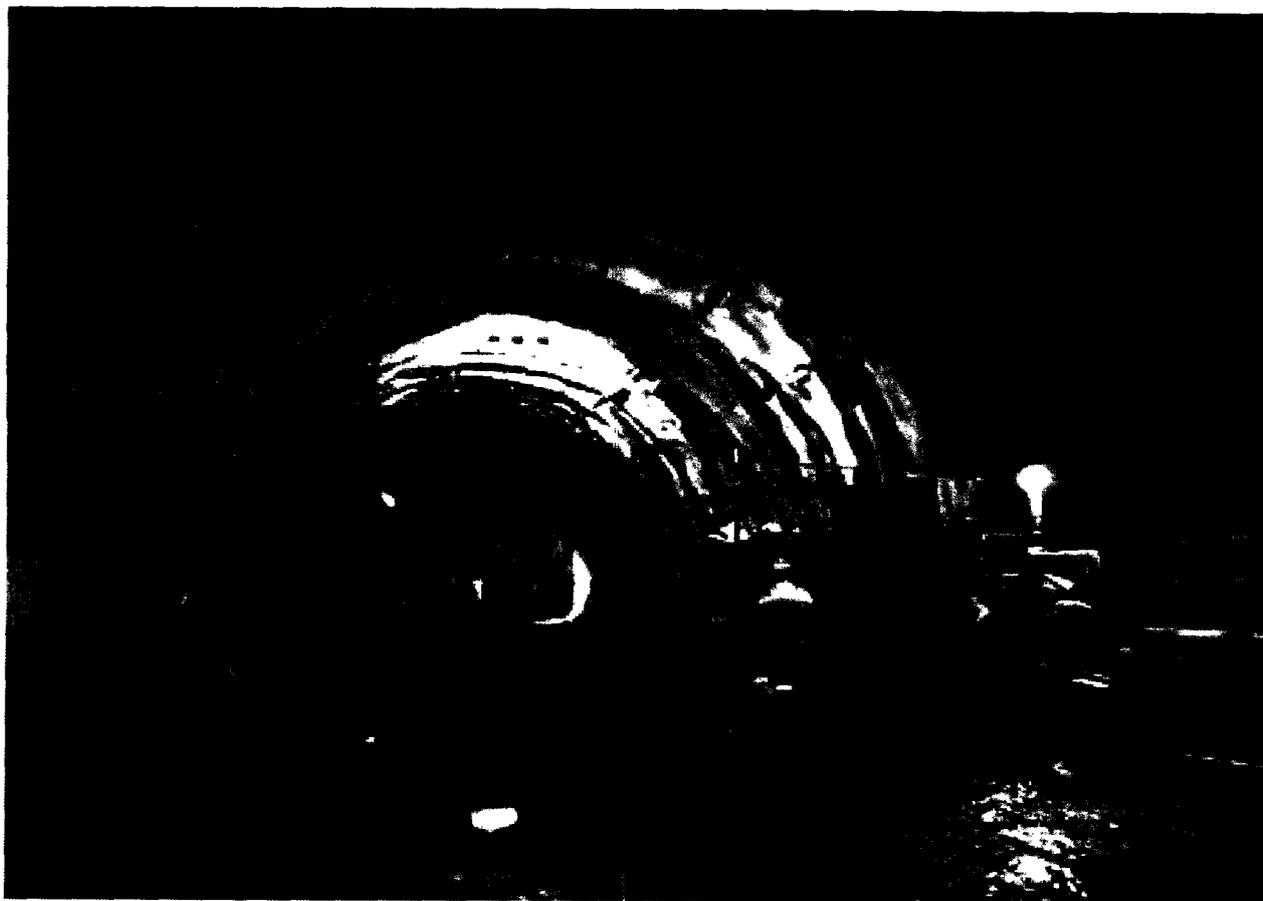
Questa modifica dello statuto di LTF dovrà essere approvata dalla CIG, in conformità con l'accordo italo-francese del 29 gennaio 2001. Quest'approvazione dovrà intervenire nel corso della riunione della CIG prevista il 17 marzo 2009.

In aggiunta, i Soci hanno informato la CIG, nella loro lettera del 25 febbraio, della disponibilità a fornire i contributi di competenza alla CIG ed ai Ministeri, a valutare e minimizzare gli impatti del trasferimento di LTF verso il promotore del tunnel di base. Questi aspetti saranno discussi durante la preparazione binazionale previsto nel mese di luglio 2009.

20

STATO FINANZIARIO AL 31 DICEMBRE 2008

- Stato patrimoniale
- Conto economico
- Nota integrativa



Stato Patrimoniale - Attività

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

		Importi lordi	Ammortamenti	Importi netti al 31/12/08	Importi netti al 31/12/07	
ATTIVO IMMOBILIZZATO	Immobilizzazioni immateriali	IV.1				
	Concessioni, brevetti, licenze		536 933	509 861	27 072	41 756
	Altre immobilizzazioni immateriali					
			536 933	509 861	27 072	41 756
	Immobilizzazioni materiali	IV.1				
	Impianti tecnici, attrezzature					
	Altre immobilizzazioni materiali		1 423 611	694 741	728 870	655 210
			1 423 611	694 741	728 870	655 210
	Immobilizzazioni finanziarie	IV.1 et IV.2				
	Altre immobilizzazioni finanziarie, depositi cauzionali		69 650		69 650	62 674
			69 650		69 650	62 674
	Immobilizzazioni in corso	IV.1				
	Studi, APR, sondaggi		104 813 392		104 813 392	96 545 917
	Opere costruzioni		381 060 588		381 060 588	309 780 791
			485 873 980		485 873 980	406 326 708
Anticip. Acc.versati su ordini						
Anticip. e accont. versati s/ordini. Immobilizzazioni corp.		7 545 837		7 545 837	7 545 837	
TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO		495 450 012	1 204 602		414 632 186	
Rimanenze						
Rimanenze e prodotti in corso di lavorazione						
Anticipi e acconti versati su ordini						
Anticipi e acconti versati su ordini		64 431		64 431	124 733	
		64 431		64 431	124 733	
Crediti						
Crediti verso clienti e conti collegati	IV.2	305 079		305 079	395 489	
Altri crediti		87 907 348		87 907 348	41 857 874	
		88 212 427		88 212 427	42 253 183	
Disponibilità						
Disponibilità		8 823 302		8 823 302	10 094 562	
		8 823 302		8 823 302	10 094 562	
Ratei e risconti attivi						
Ratei e risconti attivi	IV.3	371 044		371 044	425 478	
		371 044		371 044	425 478	
TOTALE ATTIVO CIRCOLANTE		97 471 204			52 897 936	
TOTALE GENERALE		592 921 216	1 204 602		467 530 122	

Stato Patrimoniale - Passività

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

Descrizione delle voci		Rif. Allegati	Importi al 31/12/08	Importi al 31/12/07
P A T R I M O N I O N E T T O	Capitale		1 000 000	1 000 000
	Utili o perdite portati a nuovo			
	Utili o perdite portati a nuovo		-137 507	-137 507
	Riserve		4 686	4 686
	Risultato netto d'esercizio			
	Risultato netto d'esercizio			
	Sovvenzioni in conto capitale	IV.4	485 873 980	406 326 708
PATRIMONIO NETTO				407 193 887
F O N D I	Fondi per rischi ed oneri	IV.5		
	Fondo per controversie			
	Fondo per rischi		16 581 227	12 987 823
	Fondo trattamento di fine rapporto		122 455	126 823
FONDI PER RISCHI ED ONERI				13 114 646
DEBITI VERSO ISTITUTI DI CREDITO				5 554
D E B I T I	Debiti d'esercizio	IV.2		
	Debiti verso fornitori e conti collegati		35 529 407	22 148 298
	Debiti tributari		66 472	78 631
	Debiti verso istituti previdenziali		638 012	673 943
			36 233 891	22 900 872
	Debiti su immobilizzazioni e altri debiti	IV.2		
	Debiti verso fornitori per immobilizzazioni e conti allegati		6 075	19 996
	Altri debiti		52 030 685	24 295 057
			52 036 760	24 315 053
	Ratei e risconti passivi	IV.3		
Ratei e risconti passivi		1 121	110	
DEBITI				47 216 035
TOTALE GENERALE				467 530 122

Conto Economico

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

Descrizione delle voci		Dal 01/01/08 al 31/12/08	Dal 01/01/07 al 31/12/07	
GESTIONE ORDINARIA	<u>Ricavi da vendite e prestazioni di servizi</u>			
	Ricavi vendite	6 189	0	
	Incrementi su produzione immobilizzata	78 812 447	88 068 255	
		78 818 617	88 068 256	
		0	0	
	<u>Utilizzo fondi + trasferimento di costi</u>	0	0	
	Utilizzo fondi + trasferimento di costi	0	0	
		0	0	
	<u>Altri ricavi</u>	0	0	
	Altri ricavi	38 288	342 095	
		38 288	342 095	
	TOTALE PROVENTI DI GESTIONE			88 410 351
		<u>Costi per acquisti e servizi esterni</u>		
	Studi e progetti	-2 812 699	-5 022 918	
	Lavori preliminari	-63 840 726	-71 563 064	
		0	0	
	Personale distaccato	-1 495 729	-1 344 124	
	Altri servizi	-3 565 068	-3 821 515	
		-71 714 222	-81 751 622	
		0	0	
	<u>Imposte tasse e versamenti assimilati</u>	0	0	
	Imposte tasse e versamenti assimilati	-258 226	-250 235	
		-258 226	-250 235	
		0	0	
	<u>Costi per personale dipendente</u>	0	0	
	Salari e stipendi	-2 117 897	-2 156 841	
Oneri sociali	-905 743	-1 015 928		
	-3 023 640	-3 172 769		
	0	0		
<u>Accantonamenti</u>	0	0		
Ammortamenti immobilizzazioni	-236 596	-220 242		
Accantonamenti	-3 593 404	-2 979 677		
	-3 830 000	-3 199 919		
	0	0		
<u>Altri costi</u>	0	0		
Altri costi	-30 816	-35 805		
	-30 816	-35 805		
	0	0		
TOTALE COSTI DI GESTIONE			-88 410 351	
RISULTATO DI GESTIONE			0	

Conto Economico

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

Descrizione delle voci		Al 31/12/08	Al 31/12/07
F I N A N Z I A R I O	<i>Interessi attivi e ricavi assimilati</i>	181 598	258 579
	<i>Utilizzo di fondi</i>	0	0
	<i>Differenze positive di cambio</i>	0	0
	<i>Trasferimento di oneri finanziari</i>	750 062	67 032
	TOTALE PROVENTI FINANZIARI		325 603
	<i>Interessi costi assimilati</i>	-931 537	-325 490
	<i>Accantonamenti a fondi</i>	0	0
	<i>Differenze negative di cambio</i>	-123	-113
	<i>Trasferimento di oneri finanziari</i>	0	0
	TOTALE ONERI FINANZIARI		-325 603
RISULTATO DELLA GESTIONE FINANZIARIA			0
RISULTATO CORRENTE			0
S T R A O R D I N A R I O	<i>Ricavi straordinari su operazioni di gestione</i>	17 423	75 528
	<i>Ricavi straordinari su operazioni in conto capitale</i>	50	0
	<i>Trasferimento costi straordinari</i>	0	0
	TOTALE PROVENTI GESTIONE STRAORDINARIA		75 528
	<i>Costi straordinari su operazioni di gestione</i>	-2 236	-32 618
	<i>Costi straordinari su operazioni in conto capitale</i>	0	-125
	<i>Trasferimento costi straordinari</i>	-15 237	-42 785
TOTALE ONERI GESTIONE STRAORDINARIA		-75 528	
RISULTATO DELLA GESTIONE STRAORDINARIA			0
<i>Imposte d'esercizio</i>		0	0
RISULTATO NETTO			0

I Introduzione

I/1 PRESENTAZIONE DELLA LYON TURIN FERROVIAIRE – LTF - SAS

LTF è una società per azioni semplificata.

LTF è stata costituita dai propri azionisti, RFF (Réseau Ferré de France) e RFI (Rete Ferroviaria Italiana) il 3 ottobre 2001 nel quadro del Trattato del 29 gennaio 2001 (articolo 6) e iscritta nel Registro del Commercio di Chambéry il 17 ottobre 2001 (inizio dell'attività il 16 ottobre 2001).

Attività: Studi e opere in vista della realizzazione di un tunnel ferroviario tra la Francia e l'Italia. I lavori includono in particolare la realizzazione di discenderie e di gallerie geognostiche in Francia ed in Italia.

Il suo mandato è descritto all'articolo 5 del Trattato tra la Francia e l'Italia, del 29 gennaio 2001.

I/2 CAPITALE SOCIALE

Il capitale sociale è fissato nell'importo di 1.000.000 di euro. E' ripartito in 2.000 azioni da 500 euro ciascuna. Le azioni sono ripartite in parti uguali (1.000 azioni) tra i due azionisti RFF e RFI.

II Fatti significativi e base di stesura del bilancio di LTF SAS

II/1 AVANZAMENTO FISICO DEL PROGETTO

Il programma di LTF prevede investimenti per 855 M€ concernenti gli studi ed i lavori geognostici di cui la Società è incaricata. Queste attività dovrebbero essere completate al più tardi per la fine dell'anno 2013.

Alla fine dell'anno 2008, LTF ha realizzato un investimento pari a 485 M€, con un avanzamento del programma previsionale del 56 %.

I lavori geognostici più rilevanti, che la Società ha già avviato alla fine dell'anno 2008, sono i seguenti:

- Discenderia di Modane/Villarodin-Bourget: il cantiere è stato ultimato alla fine del 2007 e la contabilità generale e definitiva del contratto è stata firmata all'inizio dell'anno 2009. Le operazioni di manutenzione sono attualmente in corso.
- Discenderia di La Praz: i lavori sono proseguiti nel 2008 e lo scavo è stato ultimato il 23 gennaio 2009.
- Discenderia di Saint Martin la Porte: i lavori sono tuttora in corso e dovrebbero essere terminati alla fine dell'anno 2009 oppure all'inizio del 2010.
- Galleria geognostica di Venaus: in seguito all'occupazione delle aree di cantiere da parte di oppositori al progetto durante la fase di cantierizzazione alla fine dell'anno 2005, i lavori della galleria geognostica di Venaus in valle di Susa sono stati sospesi. Ad oggi, non è stato possibile riavviare i lavori.

Al fine di avviare la concertazione con i rappresentanti della valle di Susa (ed in particolare con i sindaci dei comuni), il governo italiano ha creato nel 2006 un

Osservatorio tecnico, il quale, al termine di una fase di concertazione e di studio, ha proposto i principi di un nuovo tracciato in territorio italiano, richiedendo in particolare lo spostamento della galleria geognostica di Venaus verso un'altra località.

Gli studi di LTF, praticamente terminati in territorio francese, dovranno quindi essere riavviati in territorio italiano affinché il nuovo tracciato, assieme alla consistenza della nuova galleria geognostica, vengano ulteriormente definiti nell'ambito degli studi di PP/APS e PD/APR modificativi (vedere III/2.1).

II/2 FINANZIAMENTO DELLE ATTIVITÀ

Il 4 dicembre 2008, la Commissione europea ha notificato ai governi italiano e francese la decisione di finanziamento europeo per il periodo budgetario 2007-2013, basata su un programma di lavoro comprendente in particolare la firma dell'addendum al trattato binazionale italo-francese del 29 gennaio 2001, prevista nel mese di luglio 2009, e l'ultimazione degli studi e lavori geognostici, missione di LTF, prevista per la fine dell'anno 2013.

Il finanziamento riservato al progetto da parte dell'Unione europea ammonta a 671,8 M€, di cui 233 M€ per l'ultimazione delle missioni di LTF e 438,8 M€ per l'avvio dei lavori di costruzione della nuova linea. Dal canto loro, i due governi hanno convenuto per il periodo un contributo per l'ultimazione di 233 M€ per l'ultimazione delle missioni di LTF.

Il finanziamento del progetto risulta quindi confermato dai programmi pluriennali dell'UE e del

**II/3 PROSPETTIVE DEL PROGETTO E
EVOLUZIONE DI LTF**

L'Assemblea generale di LTF ha provveduto alla modifica dello Statuto della Società, prolungando la durata di vita " fino alla data di completamento delle missioni definite all'articolo 2 del presente Statuto, e, al più tardi alla data del 31 dicembre 2013", allo scopo di consentire alla Società di completare la sua missione (vedere III/1).

Inoltre, il completamento delle attuali missioni di LTF è ormai garantito dai finanziamenti concessi dai Governi e dall'Unione europea (vedere II/2).

Infine, il calendario ufficiale trasmesso all'Unione europea il 30 ottobre 2008 dai Ministeri italiano e francese prevede la definizione, durante il secondo semestre dell'anno 2009, del Promotore incaricato del tranforo del tunnel di base della parte comune della nuova linea ferroviaria Torino-Lione attraverso la firma, prevista nel corso del mese di luglio 2009, di un addendum al trattato binazionale italo-francese del 29 gennaio 2001.

**II/4 BASI DI STESURA DEL BILANCIO
ANNUALE DI LTF**

L'articolo 6 del Trattato binazionale del 29 gennaio 2001 affida a LTF la "conduzione degli studi relativi al progetto e dei lavori di ricognizione" del nuovo collegamento ferroviario Torino-Lione. L'articolo 7 precisa che la Società acquisisce la "proprietà comune e indivisibile" degli studi e dei lavori realizzati in questo ambito.

Stabilita la sua missione, LTF costituisce un'immobilizzazione il cui valore corrisponde all'insieme dei costi sostenuti, IVA e TVA escluse, dalla data di creazione della Società. Questa immobilizzazione è destinata ad essere conferita al Promotore al momento del completamento della missione di LTF.

Preso atto del prolungamento della durata di vita della Società nel suo Statuto e dei

finanziamenti ottenuti per il completamento delle missioni di LTF, il bilancio al 31 dicembre 2008 è stato stabilito sulla base del principio della continuità operativa, come negli anni precedenti.

Di conseguenza, non è stata applicata nessuna svalutazione dell'immobilizzazione costituita al 31 dicembre 2008, né "ripresa simmetrica delle relative sovvenzioni in conto impianti contabilizzate nel patrimonio netto.

Tuttavia, le modalità di dettaglio, in particolare giuridiche, patrimoniali e fiscali, di trasferimento degli attivi creati dalla Società al Promotore futuro risultano da definire.

Si ipotizza che esse permetteranno di verificare che il valore di cessione, di trasferimento o di realizzazione dell'attivo dalla Società al nuovo Promotore sarà per lo meno pari al valore netto contabile raffigurato nel bilancio della Società. Allo stesso tempo, la detraibilità dell'IVA e della TVA sugli acquisti che costituiscono l'attivo della Società sarebbe confermata (vedere III/10.1).

In seguito alla richiesta della CIG, LTF appornerà un'assistenza tecnica per la preparazione dell'addendum al Trattato binazionale, previsto nel 2009, tenendo conto di tali elementi.

III Principi, regole e metodi contabili

La contabilità relativa all'esercizio chiuso il 31 dicembre 2008 è stata tenuta conformemente ai principi contabili generalmente ammessi in Francia, che sono essenzialmente quelli espressi qui di seguito.

Conformemente allo Statuto, l'esercizio contabile di LTF comprende il periodo dal 1° gennaio al 31 dicembre di ogni anno.

III/1 QUADRO GIURIDICO DELL'ATTIVITÀ DI LTF

Nel corso dell'anno 2002, LTF ha avviato gli studi ed i lavori previsti dal trattato del 29 gennaio 2001 ("il Trattato") nel quadro del programma approvato dalla Commissione Intergovernativa ("CIG") il 16 marzo 2002, ed prosegue queste attività e le attività definite dal Memorandum d'intesa del 5 maggio 2004 firmato dai Ministri francese ed italiano dei Trasporti, che includono in particolare l'avvio degli studi di Progetto Definitivo.

E' stata avviata la fase PR/APR (Progetto di Riferimento) alla fine dell'anno 2004.

Il Trattato definisce il quadro generale dell'incarico di LTF ed in particolare :

- La natura delle azioni compiute dalla Società nel quadro del progetto preliminare in vista della realizzazione delle opere definitive della parte comune del collegamento ferroviario (art. 5 & 6 del Trattato) ;
- La proprietà delle opere realizzate (art. 7 del Trattato) ;
- il finanziamento concesso, in parti uguali, dagli Stati francese e italiano, con la partecipazione dell'Unione Europea (art. 10 del Trattato).

Conformemente alla modifica dello statuto di LTF, approvato dall'Assemblea generale dei Soci il 10 marzo 2009, la Società è costituita con decorrenza dal giorno della sua immatricolazione nel registro del commercio, fino alla data di completamento delle missioni definite all'articolo 2 del presente Statuto, e, al più tardi alla data del 31 dicembre 2013.

Questa nuova durata della Società sarà definitivamente approvata dalla CIG il 17 marzo 2009, conformemente all'accordo binazionale del 29 gennaio 2001.

Tenuto conto di tale modifica dello Statuto e dell'approvazione del budget per l'esercizio 2009, i conti annuali della Società sono stati preparati sulla base della continuità operativa.

La convenzione di finanziamento firmata il 15 ottobre 2002 tra lo Stato francese, LTF e RFF stabilisce che il finanziamento accordato corrisponda a sovvenzioni in conto impianti e che gli studi realizzati siano di proprietà della Società e quindi immobilizzati nei propri conti. Essa prevede inoltre che gli studi ed i dossiers relativi alle opere realizzate da LTF possono essere utilizzate dagli Stati francese ed italiano. Queste sovvenzioni sono rimborsabili soltanto nel caso in cui la società abbia percepito montanti superiori rispetto agli impegni di spesa presi.

Le convenzioni firmate con l'AFITF (Agenzia di Finanziamento delle Infrastrutture di Trasporti in Francia) l'11 luglio 2005 e il 15 settembre 2006 per il finanziamento degli studi e delle opere consolidano e rafforzano queste disposizioni.

III/2 PRINCIPI E METODI CONTABILI**III/2.1 IMMOBILIZZAZIONI DEI COSTI
DI ESERCIZIO E DI ALCUNI COSTI
FINANZIARI E STRAORDINARI**

Tenuto conto del quadro giuridico descritto nel II.1) del presente allegato e dei principi contabili presi in considerazione dai propri soci nel quadro di progetti simili, la Società immobilizza nel conto "immobilizzazioni in corso" (Cfr. III.1) i principali costi sostenuti per la propria attività.

Il valore della produzione immobilizzata è costituito dagli oneri diretti ed indiretti della Società, compresi i costi di amministrazione generale, vari costi finanziari netti ed eccezionali netti, e delle imposte pagate dalle due sedi. I costi finanziari netti ed i costi straordinari netti sono stati oggetto di un'analisi per valutare se questi dovrebbero essere immobilizzati.

Tenuto conto dell'avanzamento del progetto al 31 dicembre 2008, le immobilizzazioni in corso così costituite non sono ammortizzabili e le sovvenzioni che vengono imputate ed iscritte nel patrimonio netto non sono state rapportate al risultato (cf. II/2.2).

Precisazioni relative al cunicolo di Venaus e agli studi realizzati sul tracciato in territorio italiano

Data l'opposizione locale italiana al tracciato in corso, sono sempre sospesi al 31 dicembre 2008 i lavori relativi al cunicolo di Venaus (Italia).

Il governo italiano ha deciso nel 2006 di avviare una Conferenza di Servizi per esaminare di nuovo il progetto e, all'occorrenza, le alternative al tracciato iniziale sul territorio italiano.

Nel quadro di questa procedura, è stato designato l'Osservatorio Tecnico presieduto

dal Commissario Mario Virano per approfondire le problematiche legate agli aspetti trasportistici e alla realizzazione dell'opera, con l'insieme delle parti interessate.

La concertazione, condotta dall'Osservatorio Tecnico per stabilire la localizzazione del tracciato definitivo, ha iniziato inizio 2008, su richiesta del Tavolo Politico di Palazzo Chigi (composto in particolare del Governo italiano, della Regione Piemonte, della Provincia di Torino e dei Sindaci della Valle di Susa).

Questa concertazione ha permesso di giungere all'accordo di Pracinat che definisce i capisaldi per lo sviluppo del tracciato in territorio italiano. La definizione precisa di un tracciato ottimizzato sarà ultimata soltanto alla fine degli studi del PP/APS modificativo, che saranno avviati in primavera 2009 per una durata stimata a 11 mesi.

Ad oggi, non è stato reso ufficiale dal governo italiano l'abbandono formale del tracciato attuale in territorio italiano e il progetto resta iscritto, a tutti gli effetti, tra i progetti che rientrano nella "Legge Obiettivo". Attualmente, i contratti lavori assegnati dalla Società per la realizzazione delle indagini del tracciato italiano iniziale sono stati sospesi.

In termini di costi diretti, i lavori già realizzati da LTF per la galleria di Venaus sono iscritti nel bilancio della società al 31 dicembre 2008 per un importo pari a 7.206.176 euro nelle immobilizzazioni in corso e 7.545.837 euro in anticipi ed acconti versati sugli attivi immobilizzati.

Inoltre, una parte dei costi di gestione APS/PP e APR/PR relativi all'importo complessivo dei sondaggi esclusi) al riguardo la tratta italiana

Vista la natura del progetto d'insieme condotto dalla Società ed in assenza di indicazioni sulle revisioni che dovranno essere realizzate sul tracciato iniziale, non è tuttora possibile fornire un'indicazione dei costi contabilizzati che potrebbero essere rimessi in discussione oppure se dovranno essere considerate eventuali perdite. Pertanto, la Società ha constatato che il trattamento contabile da ritenere dipenderà strettamente dalla definizione delle modalità di trasferimento dell'attivo d'insieme prodotto dalla Società, secondo i principi esposti al punto II/4. Di conseguenza, non è stato costituito nei conti nessun ammortamento straordinario o accantonamento al 31 dicembre 2008.

III/2.2 SOVVENZIONI

Le sovvenzioni per investimenti sono iscritte in patrimonio netto in proporzione all'avanzamento dei lavori e degli studi finanziati.

Questo metodo detto di "sovvenzioni meritate" (ovverossia richiedibili ma non erogate) è in conformità con quello applicato da uno dei soci della Società (RFF) e consente di riportare l'iscrizione delle sovvenzioni in patrimonio netto ai costi sostenuti nei limiti degli importi accordati.

Il metodo di contabilizzazione delle sovvenzioni di investimenti è elencato nel paragrafo III/4 "Patrimonio netto".

III/3 INTEGRAZIONE DEGLI ELEMENTI ITALIANI

La sede sociale di LTF SAS è ubicata a Chambéry in Francia.

Alla sede di Chambéry è collegata l'antenna di Modane, ed alla sede secondaria di Torino, l'antenna di Susa.

La contabilità relativa alle operazioni della sede secondaria di Torino è tenuta in modo autonomo nel corso dell'esercizio, tenendo conto delle norme contabili e fiscali tra Francia e Italia. Le risultanze dei conti italiani vengono integrate mensilmente nella

contabilità della sede di Chambéry, previa eventuale rettifica per uniformare le scritture alle norme francesi. Le rettifiche riguardano l'ammortamento delle immobilizzazioni.

III/4 PATRIMONIO NETTO

Le risorse della Società sono costituite unicamente da sovvenzioni d'investimento dedicate alla realizzazione dell'oggetto sociale di LTF, come definito dall'articolo 6 del Trattato franco-italiano di Torino del 29 gennaio 2001 e di ricavi per prestazioni rese agli associati o a terzi. LTF iscrive unicamente le sovvenzioni corrispondenti alle immobilizzazioni in corso alla voce patrimonio netto. Le sovvenzioni acquisite secondo le loro specifiche modalità di attribuzione ma per le quali i lavori e studi finanziati non sono ancora stati avviati non sono più riconosciute, in chiusura, in patrimonio netto sull'esercizio.

Le sovvenzioni concesse a LTF sono espone, secondo la loro origine, come segue:

- Le sovvenzioni concesse dal Ministero francese dei Trasporti sono qualificate come sovvenzioni di investimento dalla convenzione di finanziamento firmata tra LTF, lo Stato francese ed RFF il 15 ottobre 2002
- le sovvenzioni concesse dall'AFITF sono qualificate quali sovvenzioni di investimenti dalle convenzioni di finanziamento firmate tra lo Stato, l'AFITF (Agenzia di Finanziamento delle Infrastrutture di Trasporti in Francia), RFF e LTF l'11 luglio 2005 ed il 15 settembre 2006
- Le sovvenzioni concesse da RFF dall'Unione Europea sono qualificate con medesima natura di finanziamento e sono contabilizzate come immobilizzazioni in corso impianti tenuto conto del progetto.

- Le richieste di fondi avanzate da LTF nei confronti di RFI sono considerate simmetricamente come l'accredito di sovvenzioni in conto capitale percepite da RFI per conto di LTF nel limite degli importi stabiliti dalla legge programma italiana.

Ad ogni chiusura, LTF si assicura che l'insieme delle "sovvenzioni meritate" così contabilizzate in patrimonio netto, siano state oggetto di un'autorizzazione di programma e che i lavori e studi finanziati ed immobilizzati non superino le sovvenzioni concesse e contabilizzate in patrimonio netto.

III/5 IMMOBILIZZAZIONI IMMATERIALI

Le immobilizzazioni immateriali sono valutate al loro costo di acquisto o di produzione.

Sono costituite da software ammortizzato in 1 anno.

III/6 IMMOBILIZZAZIONI MATERIALI

Le immobilizzazioni materiali sono valutate al loro costo di acquisto o al loro costo di produzione.

Durata dell'ammortamento :

- Attrezzature industriali: 4 anni
- Macchine ufficio e materiale informatico: 4 anni
- Mobili d'ufficio: 5 anni
- Adeguamento locali: 8 anni
- Mezzi di trasporto: 4 anni

III/7 IMMOBILIZZAZIONI FINANZIARIE

I depositi e le cauzioni sono valutati al loro valore nominale.

L'importo contabilizzato corrisponde principalmente alla cauzione per i locali situati in Italia ed in Francia.

III/8 INFORMAZIONI RELATIVE AI DIRIGENTI

La remunerazione del Presidente e del Direttore Generale è stabilita dai soci.

Gli altri amministratori della Società non percepiscono alcuna remunerazione a fronte della loro funzione.

III/9 ACCANTONAMENTI EFFETTUATI PER INDENNITÀ DI FINE RAPPORTO

Gli impegni ai quali LTF deve fare fronte in materia di indennità di pensionamento dei dipendenti in attività in Francia, secondo l'anzianità e la categoria professionale, non costituiscono accantonamenti nel bilancio chiuso al 31 dicembre 2008 vista l'irrisoria anzianità e l'età media dei dipendenti. Tali impegni sono accantonati per i dipendenti italiani, come imposto dalla vigente legislazione, per un importo di 122.455 euro al 31 dicembre 2008.

III/10 ACCANTONAMENTI PER RISCHI ED ONERI

III/10.1 RISCHI FISCALI

La Società è stata oggetto di un chiarimento in marzo 2003 relativo alla deducibilità della TVA sulla totalità dei costi tassabile.

Tuttavia, nella sua lettera del 15 marzo 2004, la Direzione dei servizi fiscali della Savoia ha riconosciuto "il diritto alla deducibilità della società LTF nella misura in cui, conduce degli studi e lavori d'infrastrutture preliminari di cui acquista la proprietà e manifesta l'intenzione di mettere queste opere a disposizione, a titolo oneroso, ai futuri utilizzatori. Di conseguenza, il rimborso totale è pronunciato sulle richieste di rimborso in attesa". LTF inserisce nella competenza dell'amministrazione il debito per prendere in considerazione i costi destinati a definire il bilancio finanziario per la realizzazione

Nell'ambito degli studi di PR/APR e dei loro sviluppi consecutivi, alcuni studi giuridici e finanziari complementari sono in corso di realizzazione o di analisi. Questi dovranno definire il quadro fiscale e contabile di realizzazione dell'opera nelle diverse configurazioni esaminate (montaggio pubblico ovvero montaggio privato).

Le condizioni di trasferimento o di messa a disposizione degli attivi di LTF al futuro Promotore saranno oggetto di un'analisi specifica sulla base delle regole fiscali sopracitate.

Rimane un'incertezza in fatto di deducibilità della TVA il cui effetto potrebbe avere impatto significativo sulla situazione finanziaria. Tale incertezza potrà essere rimossa solo quando saranno definite le modalità di trasferimento dell'attivo di LTF al Promotore incaricato della realizzazione dei lavori del tunnel di base, la cui creazione è prevista nel 2010, secondo il calendario inviato alla Commissione Europea all'inizio del mese di novembre 2008.

D'altra parte, all'occasione di una richiesta di rimborso IVA emessa all'inizio del 2007, l'Agenzia delle entrate di Torino ha richiesto alcuni chiarimenti sulle attività di LTF. LTF ha trasmesso queste informazioni nel febbraio 2008 e ha ottenuto il rimborso dell'IVA nell'autunno 2008.

III/10.2 ALTRI ACCANTONAMENTI PER RISCHI E ONERI

La società costituisce accantonamenti per rischi ed oneri quando un obbligo nei confronti di terzi diventa probabile o certo e quando tale obbligo possa provocare una spesa di risorse senza compenso almeno equivalente.

La Società può in particolare essere oggetto di riserve nel quadro di lavori o contratti affidati a terzi.

Dopo ogni chiusura, la società esamina ognuna di queste riserve una parte delle quali può riguardare importi significativi. Essa registra le provvigioni che gli sembrano necessarie per coprire i rischi che ritiene probabili alla chiusura.

La società è fiduciosa nella qualità dei calcoli e provvigioni che registra riconoscendo tuttavia che l'esito di queste riserve potrà rivelarsi diverso da quello atteso.

III/11 CONVERSIONE DEGLI IMPORTI IN VALUTA

Non sono stati determinati crediti o debiti significativi in valute straniere esterne all'area euro alla chiusura dell'esercizio 2008.

IV Complemento di informazioni relative al bilancio

IV/1 ATTIVO IMMOBILIZZATO E AMMORTAMENTI

IV. 1.1 - Attivo immobilizzato - Ammortamenti

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

Natura		Importi lordi al 31/12/07	Aumento	Diminuzione e trasferimenti	Importi lordi al 31/12/2008
I M M A T E R I A L I	Immobilizzazioni immateriali				
	Spese d'impianto :				
	Altri :				
	- Francia	236 017	28 521		264 538
	- Italia	252 945	19 450		272 395
	488 962	47 971		536 933	
	TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IMMATERIALI	488 962	47 971		
M A T E R I A L I	Immobilizzazioni materiali				
	Attrezzature e macchinari :				
	- Francia				
	- Italia				
	Impianti e adeguamento locali :				
	- Francia	318 078	58 215		376 293
	- Italia	307 509	49 525		357 034
		625 587	107 740		733 327
	Mezzi di trasporto :				
	- Francia				
	- Italia	4 590			4 590
		4 590			4 590
	Macchine d'ufficio ed informatica :				
	- Francia	163 424	2 174	2 418	163 224
	- Italia	199 333	129 841		329 174
		362 757	132 015	2 418	492 358
	Mobili e arredi :				
	- Francia	73 226	0		73 226
	- Italia	113 550	5 920		119 470
	186 776	5 920		192 696	
	TOTALE IMMOBILIZZAZIONI MATERIALI	1 179 709	245 675	2 418	
	Immobilizzazioni finanziarie				
- Francia	26 068	2 200		28 268	
- Italia	36 606	4 777		41 383	
	TOTALE IMMOBILIZZAZIONI FINANZIARIE	62 674	6 977		
C O S T R U Z I O N E	Immobilizzazioni in corso di costruzione				
	- Territoires		785 562		785 562
	- APS	30 508 275	0		30 508 275
	- APR	59 623 208	5 494 219		65 117 427
	- Sondages de substitution aux galeries	6 414 434	586 377		7 000 811
	- Révisions APS/APR		1 401 317		1 401 317
	- Discenderia Modane	101 547 624	10 597 097		112 144 721
	- Discenderia St Martin	131 439 626	28 905 862		160 345 288
	- Discenderia La Praz	56 483 587	30 414 089		86 897 676
	- Galleria di Venaus	6 949 257	256 919		7 206 176
- Sondaggi geologici	13 360 698	1 106 030		14 466 728	
	TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IN CORSO	406 326 709	79 547 271		
	TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO IMPORTI LORDI	408 058 054	79 847 895	2 418	

IV. 1.2 - Attivo Immobilizzato - Ammortamenti

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

Natura		Ammortamenti cumulati al 31/12/07	Incrementi dell'esercizio	Decrementi dell'esercizio	Ammortamenti cumulati al 31/12/2008	
Immobilizzazioni immateriali						
<i>Spese d'impianto :</i>						
<i>Altri :</i>						
	- Francia	200 946	49 826		250 772	
	- Italia	246 261	12 828		259 089	
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI IMMATERIALI		447 207	62 654			
Immobilizzazioni materiali						
I M M O B I L I Z Z A Z I O N I M A T E R I A L I	<i>Attrezzature e macchinari</i>					
		- Francia				
		- Italia				
	<i>Impianti e adeguamento locali :</i>					
		- Francia	145 745	41 985		187 729
		- Italia	103 243	20 397		123 641
			248 988	62 382		311 370
	<i>Mezzi di trasporto :</i>					
		- Francia				
		- Italia				
	<i>Macchine d'ufficio ed informatica :</i>					
		- Francia	74 873	29 215	2 418	101 671
		- Italia	118 519	58 891		177 410
			193 392	88 106	2 418	279 900
	<i>Mobili e arredi :</i>					
	- Francia	45 223	8 386		53 609	
	- Italia	36 896	13 788		50 682	
		82 119	22 172		104 291	
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI MATERIALI		524 499	172 660	2 418		
Immobilizzazioni finanziarie						
	- Francia					
	- Italia					
TOTALE IMMOBILIZZAZIONI FINANZIARIE						
TOTALE ATTIVO IMMOBILIZZATO E AMMORTAMENTI		971 706	235 314	2 418		

IV/2 ATTIVO CIRCOLANTE E DEBITI

IV/2.1 - Situazione delle scadenze dei crediti e dei debiti

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

1. CREDITI	Importo lordo	Scadenze entro 12 mesi	Scadenze oltre 12 mesi
Creditati dell'attivo immobilizzato			
Capitale sottoscritto e non versato			
Creditati collegati			
Altri	69 650		69 650
Creditati dell'attivo circolante			
Creditati verso clienti e collegati	305 079	305 079	
Soci			
Stato e altri enti pubblici (1)	10 494 024	10 494 024	
Altri (2)	77 413 324	77 413 324	
Capitale sottoscritto richiamato non versato			
Ratei e riscontri	371 044	371 044	
TOTALE	88 653 122	88 583 471	69 650

(1) Di cui TVA	8 521 239
IVA	1 972 785
(2) Di cui debitori Stato/UE (Sowenzioni d'investimento da ricevere)	77 394 441
- Sow UE Francia a titolo del programma avviato nel 2006	5 000 000
- Sow UE Italia a titolo del programma avviato nel 2006	5 000 000
- Sow AFITF AVEN 1 55%	6 436 500
- Sow AFITF CONV 2 100%	2 775 000
- Sow AFITF AVT 2 55%	4 664 000
- Sow AFITF AVT 2 60%	6 860 500
- Sow AFITF AVT 2 65%	6 860 500
- Sow UE Francia a titolo del programma avviato nel 2003	9 000 000
- Sow UE Italia a titolo del programma avviato nel 2003	9 000 000
- Sow meritata Francia	21 797 941

**IV. 2.1 - Situazione delle scadenze dei crediti e dei debiti
Seguito**

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

2. DEBITI	Importo lordo	Scadenze entro 12 mesi	Scadenze oltre 12 mesi
Prestiti e debiti verso istituti di credito di cui :			
- entro 12 mesi			
- oltre 12 mesi in origine			
Debiti verso fornitori e conti collegati	35 529 407	35 529 407	
Debiti fiscali e sociali (1)	704 484	704 484	
Debiti relativi alle immobilizzazioni e conti collegati	6 075	6 075	
Altri debiti (2) (3)	52 030 685	52 030 685	
Ratei e risconti	1 121	1 121	
TOTALE	88 271 772	88 271 772	

(1) Di cui : debiti fiscali	66 472
debiti sociali	638 012
(2) Di cui : anticipi sovvenzioni Francia	9 000 000
sovvenzione meritata Italia	1 238 961
(3) Di cui : Associati conto corrente RFF	41 738 130

IV/3 CONTI DI REGOLARIZZAZIONE

IV. 3.1 - Costi e ricavi anticipati

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

NATURA	Funzionamento	Finanziario	Straordinario	Totale al 31/12/2008
Costi anticipati				
- Francia	364 450			364 450
- Italia	6 593			6 593
TOTALE	371 044			371 044
Ricavi anticipati				
- Francia				
- Italia	1 121			1 121
TOTALE	1 121			1 121

IV/4 PATRIMONIO NETTO (NOTA III.2)

IV.4 Sovvenzioni investimenti

SOWENZIONI INVESTIMENTI*	Importi al 31/12/08	Totali cumulati al 31/12/08
SOWENZIONI RICHIESTE		
Ministero dei Trasporti Francese	30 500 000,00	
AFITF (Agenzia di Finanziamento delle Infrastrutture di Trasporto in Francia) **	114 186 500,00	
UE Francia	76 779 000,00	
RFI (Italia)	167 070 500,00	
UE Italia	76 779 000,00	465 315 000,00
SOWENZIONI MATURATE	0,00	
RFF (Francia) **	21 797 941,23	
RFI (Italia)	-1 238 961,04	20 558 980,19
	TOTAL	485 873 980,19
Di cui :		
Parte RFF ***	243 263 441	
Parte RFI ***	242 610 539	485 873 980,19

* Vedere nota V. penultimo paragrafo

** Le convenzioni con l'AFITF prevedono il versamento dei fondi ad LTF sulla base di soglie di avanzamento contabili predefinite. Al 31/12/08, gli avanzamenti erano molto vicini alle soglie di effettuazione della richiesta fondi, pertanto ancora insufficienti. Questi dati puramente contabili non hanno nessun impatto sulla parità dei finanziamenti dei due Stati.

*** Le sovvenzioni meritate fanno risultare una differenza di 652.952 € tra la sovvenzione francese e la sovvenzione italiana al 31/12/08. Si tratta della differenza tra, da una parte, le attività finanziate dallo Stato italiano unicamente, conformemente alla lettera firmata dai Ministri italiano e francese all'attenzione della Commissione europea il 17 luglio 2007, per un importo contabilizzato al 31/12/08 pari a 537.726 €, e dall'altra parte, gli interessi finanziari a carico di LTF, per un importo cumulato pari a 1.190.628 € al 31/12/08. Questi interessi sono generati dal conto corrente aperto tra LTF e RFF (creditore per LTF) il quale porta interessi al tasso EONIA maggiorato di 10 punti. Essendo questi interessi esclusivamente a carico dello Stato francese, appaiono come tali nel calcolo delle sovvenzioni meritate).

IV/5 ACCANTONAMENTI

IV.5 Accantonamenti

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

I movimenti degli accantonamenti si presentano come sottoindicato :

NATURA	Importo all'inizio esercizio	Accantonamenti dell'esercizio	Utilizzo dei fondi senza incidenza sul risultato dell'esercizio	Importi al 31/12/2008
Accantonamenti legali				
Accantonamenti per rischi ed oneri				
Accantonamenti per oneri				
Accantonamenti per controversie (nota III 10.2 pagina 32)	12 987 823	3 593 404		16 581 227
Accantonamenti per fine rapporto (nota III.9 - pagina 31)	126 823		-4 368	122 455
TOTALE	13 114 646	3 593 404	-4 368	16 703 682
Accantonamenti per svalutazioni				
TOTALE	13 114 646	3 593 404	-4 368	16 703 682

V **Complemento d'informazioni relative al conto economico**

V/1 PRODUZIONE IMMOBILIZZATA

LTF ha per oggetto principale la realizzazione degli studi e lavori preliminari del tunnel per il nuovo collegamento ferroviario Torino Lione.

Di conseguenza, alla fine di ogni esercizio e salvo eccezioni, LTF registra in immobilizzazioni in corso la totalità dei costi di esercizio, degli oneri finanziari netti e dei costi straordinari netti. In applicazione di queste disposizioni, nel 2008 LTF ha iscritto 78.812.447 € in produzione immobilizzata.

Il risultato dell'esercizio è quindi nullo.

V/2 BENI IN LEASING

L'importo contabilizzato durante l'esercizio (3.720 €) corrisponde a operazioni su beni in leasing relativi a veicoli aziendali (vedere tabella della pagina 40).

V/3 IMPOSTE

Le imposte e tasse dovute in Italia e Francia sono classificate alla voce "imposte e tasse" del conto economico e vengono capitalizzate.

V/4 RISCHI DOVUTI AL CAMBIO

La Società realizza la quasi totalità delle sue attività in euro e non è sostanzialmente esposta ai rischi dovuti al cambio.

V/5 PERSONALE E MONTE SALARI

Al 31 dicembre 2008, i costi del personale per l'esercizio ammontano a 4.519.369 € di cui 1.495.729 € per il personale distaccato (ivi inclusi i lavoratori interinali) della SNCF, SFTRF, RFI, Italferr e Trenitalia.

Il personale è distribuito come segue:

Personale	Esercizio 2008 (dal 1° gennaio al 31 dicembre 2008)		
Media effettiva del personale (equivalente al tempo pie)	Di cui dirigenti		Altro
Dipendenti Francia	28		28
Dipendenti Italia	10		10
Messo a disposizione			
Da RFI / Italferr / Trenitalia	7	1	6
Da SNCF	5	0	5
Da SFTRF	1	1	
TOTALE	51	2	49

I dirigenti di cui sopra sono stati considerati seguendo la definizione francese del termine dirigente (rappresentante legale)

V/6 TABELLE BENI IN LEASING

IMPEGNI BENI IN LEASING

Importi in euro

Esercizio dal 01/01/08 al 31/12/08

NATURA	Rate pagate		Rate ancora da pagare					Prezzo finale di riscatto
	sull'esercizio	cumulate	2006	2007	2008	2009	2010	
Autovetture Francia								
- DIAC C7068	3 720	7 130			3 720		9 917	
TOTAL	3 720	7 130			3 720		9 917	

VI Altre significative informazioni

Impegni presi:

nessuno

Impegni rilevati:

Alla chiusura dell'esercizio 2008, LTF ha ricevuto autorizzazioni finanziarie da parte degli Stati francese ed italiano per un importo totale pari a 716,01 milioni di euro che corrisponde al programma approvato dalla CIG per la nuova linea ferroviaria Torino Lione, ripartite come segue:

* Programma 2002:	98 M€
* Programma 2003:	129 M€
* Programma 2004:	32 M€
* Programma 2005:	165 M€
* Programma 2006:	76,42 M€
* Programma 2007:	94,08 M€
* Programma 2008:	71,50 M€
* Programma 2009:	50,01 M€

Totale: 716,01 M€

Su quest'importo, sono già stati versati a LTF 418,7 M€ su 485,9 M€ immobilizzati.

Conformemente alle informazioni contenute nell'allegato III/4 "patrimonio netto", queste sovvenzioni non potranno superare l'importo totale degli studi e lavori effettivamente realizzati da LTF.

Controversie in corso:

La Società affronta nel quadro della propria attività diversi contenziosi. Sono stati affidati lavori per la realizzazione delle opere.

In particolare sono state presentate presso il Tribunale amministrativo di P... un importo pari a 110 milioni di euro da uno dei fornitori di lavori di... considera che le richieste di cui è oggetto siano eccessive. Di conseguenza... quota parte del contenzioso che non è stato oggetto di accantonamento per... tuttavia costituito al 31 dicembre 2008 un accantonamento parziale per... partita secondo le modalità descritte nella nota III/10.2.

Sono state formulate altre riserve da altri fornitori della società, per... accantonato ulteriori somme al 31 dicembre 2008, sulla base delle proprie valutazioni.

42

RAPPORTO GENERALE DEI REVISORI DEI CONTI RAPPORTO SPECIALE



Copyright : StudioViat.com / LTF

VII Esercizio chiuso al 31 dicembre 2008

Questi documenti verranno realizzati dai revisori dei conti di LTF a seguito della chiusura dei conti sociali da parte del Consiglio di Amministrazione di LTF, ai sensi dell'articolo 11 C (2), e prima della loro trasmissione agli associati.

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

20, rue Garibaldi
69451 Lyon Cedex 06
France

KPMG AUDIT

Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense
France

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

(Exercice clos le 31 décembre 2008)

Aux Associés

LYON TURIN FERROVIAIRE S.A.S.

1091 avenue de la Boisse
73026 Chambéry

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

1. Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article 11C de vos statuts, nous avons été avisés des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce qui ont été conclues au cours de l'exercice et autorisées par votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Convention de répartition de la rémunération et des frais professionnels du Président entre la Société Française du Tunnel Routier du Fréjus (« SFTRF ») et votre société

- Personne concernée

M. Patrice Raulin, Président de SFTRF et de votre société.

- Nature et objet

Cette convention a été signée entre SFTRF et votre société pour convenir de la répartition entre les deux sociétés de la rémunération et des frais professionnels du Président.

- Modalités

La convention règle la répartition des coûts entre SFTRF et votre société, à savoir 40% sont à la charge de SFTRF et 60% sont à la charge de votre société. Au titre de la présente convention, votre société a supporté une charge de € 112 272 au titre de l'exercice 2008.

Cette convention, signée le 31 juillet 2008, a été autorisée par le conseil d'administration de votre société du 9 juillet 2008.

2. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de l'article 11C de vos statuts, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1 Convention n°1 de financement relative aux études et travaux préliminaires à la réalisation des ouvrages

- Nature et objet

Une convention signée entre le Ministère français des transports, Réseau Ferré de France, l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (« AFITF ») et votre société relative à « la réalisation et au financement du programme des études et travaux préliminaires à la réalisation des ouvrages » définit les financements accordés par le Ministère français des transports avec le concours de l'Union Européenne pour la dernière tranche des études et travaux. La part de l'Etat français dans ces financements s'élève à € 94 650 000 et sera versée par l'AFITF. Cette convention, signée le 11 juillet 2005, a été approuvée a posteriori par le conseil d'administration de votre société du 29 juillet 2005.

LYON TURIN FERROVIAIRE

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2008 - Page 3

- Modalités

Au titre de la présente convention, des appels de fonds pour un total de € 24 821 500 ont été effectués par votre société sur l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Par ailleurs, votre société a procédé en 2008 au remboursement, à hauteur de € 9 millions, des trois dernières tranches de l'avance sur subventions accordée en 2006 par l'AFITF pour € 15 millions.

2.2 Convention n°2 de financement relative aux études et travaux préliminaires à la réalisation des ouvrages

- Nature et objet

Une nouvelle convention a été signée entre le Ministère français des transports, Réseau Ferré de France, l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (« AFITF ») et votre société relative à « la réalisation et au financement du programme des études et travaux préliminaires à la réalisation des ouvrages ». Cette convention a les trois objets suivants :

- subroger l'AFITF à l'Etat français pour la prise en charge des engagements financiers non encore honorés et pris au titre de la convention du 15 octobre 2002 et de ses deux avenants ;
- compenser les frais financiers supportés par votre société du fait des retards de versement de l'Etat français de telle sorte que soit rétablie la parité franco-italienne ;
- établir de nouvelles clauses de versement des subventions dues à votre société par rapport à la convention du 15 octobre 2002 et ses deux avenants.

L'AFITF s'est engagée ainsi à verser un montant de € 25 000 000 pour les études et travaux et € 610 000 pour le remboursement des frais financiers.

Cette convention, signée le 15 septembre 2006, a été approuvée a posteriori par le conseil d'administration de votre société du 4 décembre 2006.

- Modalités

Au titre de la présente convention, des appels de fonds pour un total de € 2 775 000 ont été effectués par votre société sur l'exercice clos le 31 décembre 2008.

2.3 Convention de financement relative aux études et travaux préliminaires de la première tranche 2002 de la partie franco-italienne

- Nature et objet

Une convention signée entre le Ministère français des transports, Réseau Ferré de France et votre société relative à « la réalisation et au financement de la première tranche 2002 des études et travaux préliminaires de la partie franco-italienne » définit les financements accordés par le Ministère français des transports avec le concours de l'Union Européenne. Ces financements s'élèvent à €.49 millions dont €.29 millions au titre des concours financiers de l'Union Européenne et €.20 millions correspondant à la part du Ministère français des transports.

Cette convention, signée le 15 octobre 2002, a été approuvée a posteriori par le conseil d'administration de votre société du 4 novembre 2002 et a fait l'objet d'avenants en 2003 et en 2004.

- Modalités

Au titre de la présente convention, aucune avance n'a été perçue par votre société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

2.4 Convention de financement des études et travaux du tunnel de Venaus

- Nature et objet

Une convention signée entre les sociétés Réseau Ferré de France, Rete Ferroviaria Italiana (« RFI ») et votre société concernant le « préfinancement des études et travaux relatifs au cunicolo esplorativo de Venaus » définit les financements accordés par RFI. Cette convention a été signée le 7 octobre 2003.

Dans le cadre de cette convention, RFI consentait à votre société une avance sans intérêt jusqu'au 31 décembre 2007 d'un montant de €.19 millions. Cette avance correspondait au préfinancement de la part française. La mise à disposition des fonds par RFI était subordonnée à la décision de l'Union Européenne d'allouer au projet et à l'ouvrage en particulier une subvention de €.36 millions. Cette décision est intervenue le 11 décembre 2003.

- Modalités

Au titre de la présente convention, aucune avance n'a été perçue par votre société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

2.5 Convention de trésorerie avec RFF (« Réseau Ferré de France »)

- Nature et objet

Une convention de trésorerie entre RFF et votre société a été signée le 1^{er} août 2002 et autorisée a posteriori par le conseil d'administration de votre société lors de sa séance du 4 novembre 2002.

Le solde du compte courant porte intérêt quotidiennement au taux EONIA majoré de 10 points de base lorsque votre société est en situation d'emprunteur. Lorsque le solde du compte courant est créditeur au profit de votre société, le taux de rémunération appliqué est alors le taux EONIA minoré de 10 points de base.

- Modalités

Au 31 décembre 2008, le solde des avances en compte courant perçues par votre société (emprunteur) dans le cadre de la présente convention s'établit à €. 41 738 130. Les charges d'intérêts financiers, supportées par votre société sur la période, s'établissent à €.931 475 HT.

2.6 Convention SIA (Etude d'Impact Environnemental)

- Nature et objet

Cette convention a été signée entre Rete Ferroviaria Italiana (« RFI ») et votre société pour la réalisation de l'étude d'impact environnemental et des études techniques en corrélation avec la Conférence des Services en cours en Italie. Votre société s'occupe des aspects socio-économiques et de l'analyse multicritères, tandis que RFI a en charge l'approfondissement technique des alternatives de tracés.

- Modalités

La convention règle la répartition des coûts entre RFI et votre société pour de telles études : 65% sont à la charge de RFI et les 35% sont à la charge de votre société. Les prestations réalisées par RFI pour le compte de votre société, c'est-à-dire celles correspondant à la partie commune de la section internationale, sont remboursées par votre société à RFI à raison des pourcentages susmentionnés.

LYON TURIN FERROVIAIRE

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

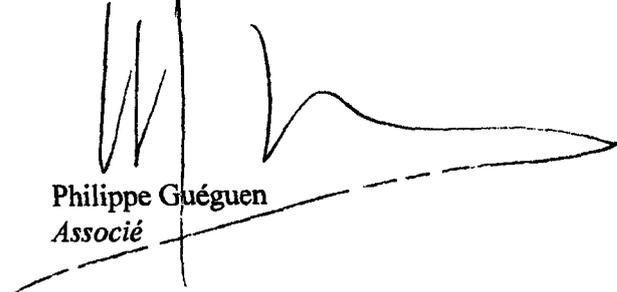
Exercice clos le 31 décembre 2008 - Page 6

Au titre de la présente convention, votre société n'a supporté aucune charge au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

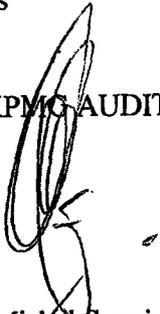
Fait à Lyon et Paris La Défense, le 18 mars 2009

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

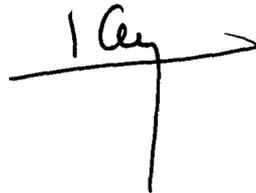

Philippe Guéguen
Associé

KPMG AUDIT


Michel Seguin
Associé

CERTIFIE CONFORME 16 JUIN 2009

KPMG Audit
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense



PricewaterhouseCoopers Audit
20, rue Garibaldi
69451 Lyon Cedex 06

Lyon Turin Ferroviaire S.A.S.

Rapport
des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008
Lyon Turin Ferroviaire S.A.S.
1091, avenue de la Boisse – 73026 Chambéry
Ce rapport contient 26 pages

Référence : MS-091-23

KPMG Audit
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense

PricewaterhouseCoopers Audit
20, rue Garibaldi
69451 Lyon Cedex 06

Lyon Turin Ferroviaire S.A.S.

Siège social : 1091, avenue de la Boisse - 73026 Chambéry
Capital social : € 1 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

A l'attention des associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Lyon Turin Ferroviaire S.A.S., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

*Lyon Turin Ferroviaire S.A.S.
Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « II/ Faits significatifs et base d'établissement des comptes de LTF SAS » de l'annexe qui présente notamment les positions retenues par la société pour l'arrêté des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur les sujets suivants:

- continuité de l'exploitation de la société,
- valeur d'utilité de l'immobilisation en cours créée par la société, compte tenu de l'avancement du projet qu'elle conduit et des hypothèses retenues en l'absence de définition, à ce jour, des modalités et conditions du transfert de cet actif à une autre entité.

2 Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Nous avons analysé le caractère approprié des principes comptables utilisés par la société depuis sa création, tels qu'ils sont décrits en sections II et III de l'annexe aux comptes annuels. En particulier, nous avons considéré les aspects suivants :

- **La continuité de l'exploitation** : il nous a semblé que les informations fournies en note « II Faits significatifs et base d'établissement des comptes de LTF SAS » retraçant notamment l'avancement actuel du projet conduit par la société et les décisions intervenues en matière de financement et d'extension de la durée de vie de la société constituaient des éléments pertinents d'appréciation de ce principe comptable dans le contexte particulier propre à la société tel qu'il est, entre autres, décrit en sections « I/1 présentation de Lyon Turin Ferroviaire – LTF SAS » et « III/1 Cadre juridique de l'activité de LTF ».
- **L'immobilisation des charges encourues par la société dans le cadre de son activité**: les considérations qui ont été évoquées plus haut dans le cadre de la continuité d'exploitation tendent à confirmer le caractère d'ensemble et unique du projet conduit par la société. Ce projet constitue son objet social, et la société vient d'en recevoir confirmation à nouveau par l'extension de sa durée de vie afin qu'elle achève les missions qui lui ont été assignées à sa création, justifiant ainsi le mode de comptabilisation adopté.

Toutefois, nous avons également analysé la pertinence de l'inscription ou du maintien à l'actif de la société de coûts afférents à des aléas connus dans le cadre du projet et financés par les subventions d'équipement inscrites en capitaux propres. ♦

*Lyon Turin Ferroviaire S.A.S.
Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels*

Les aléas rencontrés sont notamment ceux décrits en notes III/2.1, sous-section « Précisions relatives à la galerie de Venaus et aux études réalisées sur le tracé situé en territoire italien » ou VI, sous-section « Litiges en cours ». En l'absence de dispositions comptables applicables explicitement aux cas posés dans le contexte de la société, il nous a semblé que la revue de la valeur d'utilité de l'immobilisation dépendait essentiellement, au cas particulier de la société, des conditions dans lesquelles cet actif fera l'objet d'un transfert ultérieurement à une autre entité, comme indiqué en note « II/4 Bases d'établissement des comptes annuels de LTF ».

- Bonne information donnée par l'annexe aux comptes annuels : la note pré-citée nous semble fournir une information appropriée en rappelant, d'une part, l'analyse qui a prévalu pour laisser inchangée la base de constitution de l'immobilisation et, d'autre part, l'hypothèse retenue en l'absence de détermination à ce jour de la valeur de transfert de l'actif constitué par la société, actif dont l'achèvement est prévu en 2013 au plus tard. De même, l'hypothèse retenue en matière de TVA et d'IVA, décrite dans la note évoquée plus haut ainsi que plus précisément en note III/10.1, nous semble correctement exposée en rappelant le risque de reversement des montants déduits depuis le début de l'activité de la société, risque qui pourrait exister si le transfert de l'immobilisation ne devait pas entraîner la reconnaissance de produits taxables à la TVA ou à l'IVA.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion avec observation, exprimée dans la première partie de ce rapport.

*Lyon Turin Ferroviaire S.A.S.
Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels*

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

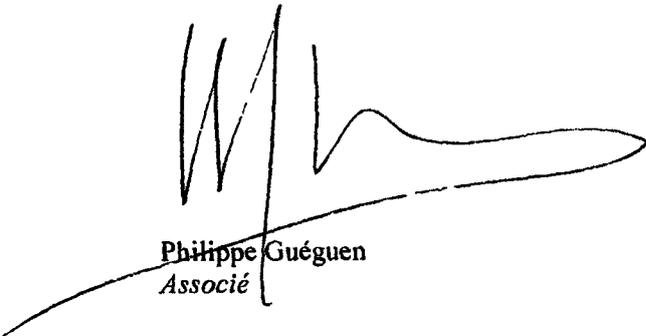
Paris La Défense et Lyon, le 18 mars 2009

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.


Michel Séguin
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit


Philippe Guéguen
Associé

CERTIFIE CONFORME 16 JUIN 2009

16/06/09



LYON TURIN FERROVIAIRE

**RAPPORT
FINANCIER
Exercice 2008**

Clôture préliminaire avant rapport général des Commissaires aux Comptes

Rev. CA du 10.03.09

2 SOMMAIRE

Rapport financier 2008

4 Informations générales

9 Rapport du Conseil d'Administration

20 Etats financiers au 31 décembre

- Bilan
- Compte de résultat
- Annexe comptable

(Plan de l'annexe détaillé page suivante)

Rapport général 42 des commissaires aux comptes Rapport spécial

PLAN DE L'ANNEXE

ANNEXE COMPTABLE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008 (en euros)

Présentation de Lyon Turin Ferroviaire (LTF - SAS)	N° de Page
I - Introduction	25
II - Faits significatifs et base d'établissement des comptes de LTF SAS	26
III - Principes, règles et méthodes comptables	28
IV - Compléments d'informations relatifs au bilan	33
IV/1 Actif immobilisé et amortissements	33
Actif immobilisé - valeurs brutes	
Actif immobilisé – amortissements	
IV/2 Actif circulant et dettes	35
Etat des échéances des créances et des dettes	
IV/3 Comptes de régularisation	37
Charges et produits constatés d'avance	
IV/4 Capitaux propres	
Subventions d'investissements	
IV/5 Provisions	
V - Compléments d'informations relatifs au compte de résultat	
VI - Autres informations significatives	

4

INFORMATIONS GENERALES



Photographie Aérospatiale 12/97

I Renseignements de caractère général concernant LTF

I/1 DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

"Lyon Turin Ferroviaire" - en abrégé "LTF" - est une Société par actions simplifiée (SAS), dont le siège social est situé 1091 avenue de la Boisse à Chambéry.

La Société a un établissement secondaire à Turin (Italie), Piazza Nizza, 46 - 10126.

I/2 LEGISLATION

La législation applicable à LTF-SAS est la législation française.

I/3 DATE DE CONSTITUTION

Les Statuts de LTF SAS ont été signés le 3 octobre 2001. Ils ont été révisés le 22 décembre 2004, le 17 décembre 2007, le 17 novembre 2008 puis le 10 mars 2009. Les révisions ont porté essentiellement sur le changement de siège secondaire, les pouvoirs respectifs du Président et du Directeur Général et la durée de la Société.

La Société a été enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Chambéry le 17 octobre 2001 et auprès de la Chambre de Commerce de Turin.

I/4 OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, conformément à l'accord du 29 janvier 2001 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin et, notamment, ses articles 5, 6, 7 et 9, de conduire les études, reconnaissances et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne de la section internationale.

Ces travaux comportent, en particulier, la définition précise du tracé et des procédures d'évaluation environnementale qui leur sont applicables dans les deux Etats, le creusement de descenderies et de galeries de reconnaissance, les travaux annexes et l'ensemble des études nécessaires à l'établissement de l'avant-projet de la partie franco-italienne.

A l'issue de cette phase d'études et de reconnaissances, la Société doit proposer la consistance définitive des ouvrages de la ligne nouvelle, leur localisation, l'enveloppe financière prévisionnelle et leurs modalités de réalisation.

Un mémorandum d'entente concernant la section internationale a été signé le 5 mai 2004 par les Ministres français et italien des transports. Les deux pays ont décidé de lancer des études d'Avant Projet de Référence (Progetto Definitivo en Italie) qui font partie des missions confiées à LTF.

Les gestionnaires des infrastructures des réseaux ferrés nationaux français et italien peuvent également, d'un commun accord, confier à la Société toutes autres études, reconnaissances et travaux qu'ils jugent utiles de lui faire réaliser sur la section internationale de la liaison Lyon-Turin.

La Société effectue toutes les opérations, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet défini ci-dessus ou à tous les travaux annexes et susceptibles de contribuer au développement de la Société.

6**INFORMATIONS GENERALES****I/5 REGISTRE DU COMMERCE ET NUMERO D'INSCRIPTION**

Chambéry 439 556 952

I/6 DOCUMENTS SOCIAUX

Ils peuvent être consultés au siège social.

I/7 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

I/8 AFFECTATION DES RESULTATS

L'article 20 des Statuts précise notamment que sur le bénéfice de l'année diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des Statuts, et augmenté de tout report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

I/9 ASSEMBLEE**Article 18 des Statuts**

L'Assemblée générale est composée des associés. Chacun est représenté, soit par son représentant légal, soit par un représentant qu'il est tenu de désigner ou son suppléant.

Chaque membre dispose d'une voix par action détenue.

Le Président de la Société assiste à l'Assemblée générale sans prendre part au vote.

Les décisions des associés doivent être adoptées et modifiées à l'unanimité des associés lorsqu'elles concernent les opérations suivantes :

- Modification du capital social,
- Désignation et révocation des administrateurs,
- Rémunération des administrateurs, du Président de la Société et du Directeur Général,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices,
- Cession d'actions,
- Agrément des cessions d'actions,
- Suspension des droits de vote et exclusion d'une Société actionnaire dont le contrôle est modifié,
- Exclusion d'un associé,
- Transformation et toutes opérations ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- Dissolution.

Toute autre décision est de la compétence du Conseil d'Administration statuant dans les conditions prévues à l'article 11 des Statuts.

I/10 CONSEIL D'ADMINISTRATION**Article 11 des Statuts**

La Société est dirigée, dans la limite des pouvoirs qui lui sont reconnus par les Statuts, par un Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration est composé de 8 administrateurs (en 2008) y compris le Président et le Directeur Général. Ils sont nommés par l'Assemblée ordinaire des associés pour une durée de 3 ans.

Le Président et le Directeur Général assurent l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration, dans le respect de leurs pouvoirs respectifs.

I/11 LE PRESIDENT
(ARTICLE 12 DES STATUTS)

Monsieur Patrice RAULIN

"Le Président de la Société est de droit membre et Président du Conseil d'Administration de la Société. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et convoque les Assemblées.

Il est en particulier responsable des relations extérieures et institutionnelles, ainsi que du financement de la Société.

Il est également seul compétent pour contrôler la bonne gestion économique et financière de la Société mise en œuvre par le Directeur Général."

I/12 LE DIRECTEUR GENERAL
(ARTICLE 13 DES STATUTS)

Monsieur Paolo COMASTRI

"Sous réserve des compétences de la collectivité des associés, du Conseil d'Administration ainsi que celles du Président de la Société, le Directeur Général est chargé de la direction de la Société.

A ce titre il assure :

- L'élaboration du budget de la Société en accord avec le Président et la gestion budgétaire ;
- La préparation et l'adaptation de la stratégie de la Société en concertation avec le Président ;
- L'organisation et le suivi des chantiers, des travaux et des études ;
- La direction de l'établissement ainsi que des sites de chantiers et de travaux de la Société.

La Direction Générale est implantée dans les locaux de l'établissement secondaire de la Société".

I/13 RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

Les associés désignent collectivement deux commissaires aux comptes titulaires et deux commissaires aux comptes suppléants (art. 15 des Statuts).

Cette désignation s'effectue dans les conditions prévues à l'article 18 des Statuts, pour la durée fixée par la loi.

Les commissaires aux comptes titulaires ont été renouvelés au cours de l'année 2008, et sont :

PricewaterhouseCoopers Audit
20, rue Garibaldi
69451 Lyon Cedex 06

KPMG SA
Immeuble KPMG
1, cours Valmy
92923 La Défense

I/14 RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Monsieur Patrice RAULIN

Président de LTF-SAS.

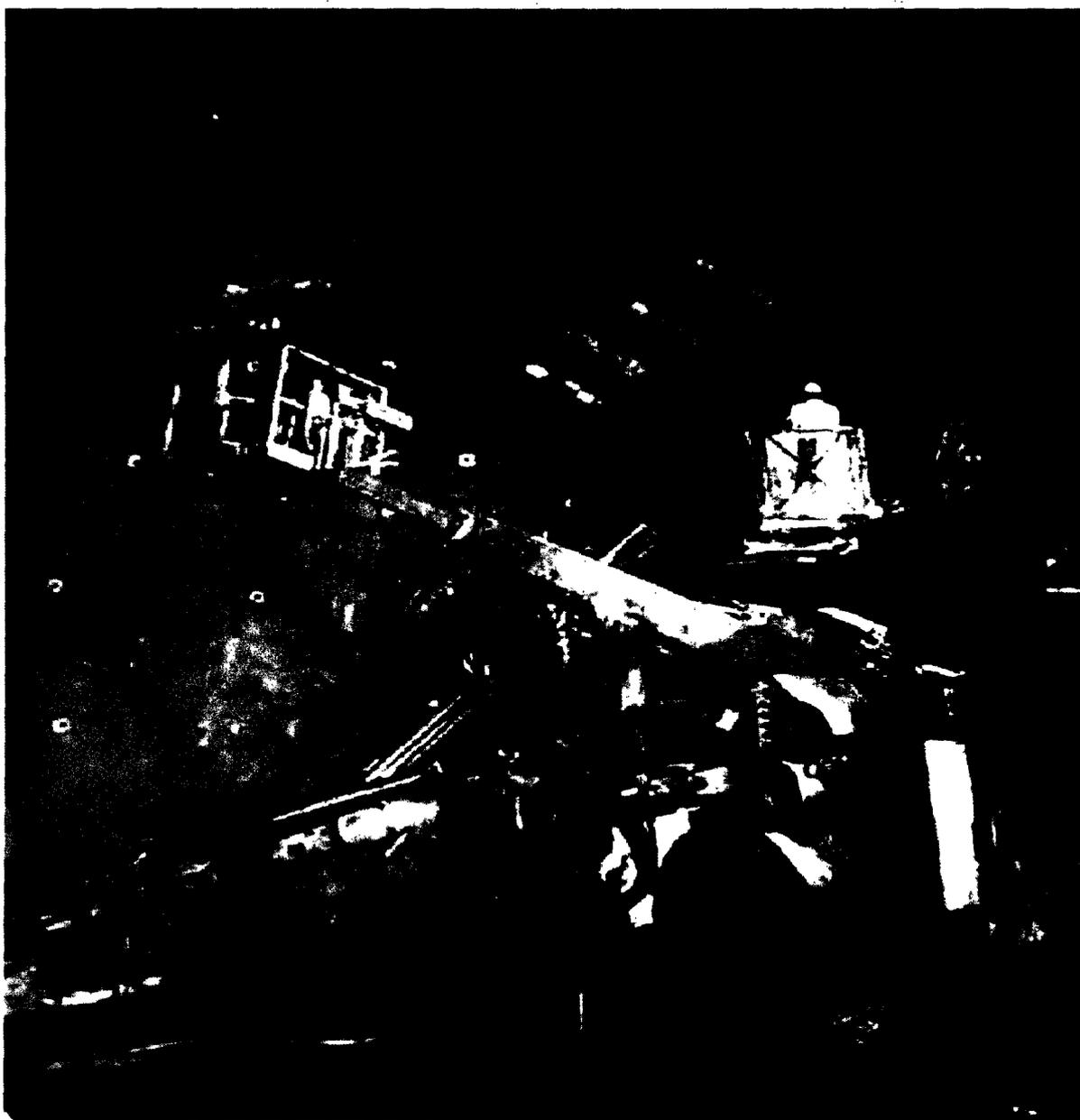
II Renseignements de caractère général concernant le capital

II/1 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 1.000.000 d'euros.

Il est divisé en 2000 actions de 500 euros chacune.

Les actions sont réparties à parts égales (1000 actions) entre les deux actionnaires RFF et RFI.



Ce septième rapport du Conseil d'Administration couvre la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008.

Un chapitre est consacré aux faits importants intervenus depuis le début de l'exercice 2009.

La nature des activités de LTF (réalisation d'un programme d'études et de travaux confiée par les Gouvernements français et italien) et les modalités de son financement (subventions d'équipements versées dans le cadre d'autorisations de programmes préalables au lancement des activités), confère une importance particulière au respect du programme et du planning approuvé par la CIG (Commission Intergouvernementale) ainsi qu'aux décisions prises par les gouvernements.

I Faits marquants de l'exercice 2008

En 2008, LTF a réalisé les études d'accompagnement des travaux de l'Observatoire Technique en Italie.

La démobilisation du chantier de Modane/Villarodin-Bourget et une grande partie de la remise en état du site ont été réalisées pendant l'année 2008. Par ailleurs, les chantiers des descenderies de St Martin la Porte et La Praz se sont poursuivis sans interruption et sans aléas majeurs.

La tranche ferme de Saint Martin s'est terminée en septembre, avec une légère avance sur les délais prévus. La tranche conditionnelle est en cours à fin 2008 et le chantier se poursuit sans difficultés particulières.

La situation en Italie a évolué significativement, bien qu'il n'ait pas été possible de relancer les travaux prévus en territoire italien ainsi que les études.

Le 28 juin 2008, l'accord de Pra-Catinat a permis d'aboutir à la définition des principes qui devront guider le développement du tracé en territoire italien.

La Table Politique du 29 juillet 2008 a entériné cette avancée et a demandé à l'Observatoire Technique de poursuivre ses travaux d'optimisation du tracé. Le 28 octobre 2008, la CIG a demandé à LTF de préparer l'appel d'offres relatif aux études de l'APS/PP modificatif.

A la date de rédaction du présent rapport, le tracé actuel n'a pas été abandonné formellement par le gouvernement italien. De même, le projet s'inscrit toujours dans le cadre de la "Loi Obbiettivo" et aucun décret modificatif n'a été voté par le parlement italien.

En conséquence, la société a décidé de maintenir les contrats en vigueur.

Concernant le projet en territoire français, l'année 2008 a été marquée par la préparation de l'enquête publique locale sur la commune de Villarodin-Bourget, enquête qui aura lieu en 2009.

Par ailleurs, LTF a préparé le projet de décision de financement européen pour la période 2007-2013, adressé à la Commission européenne par les gouvernements français et italien le 30 octobre 2008. La décision de financement signée par le Vice-Président de la Commission, M. Antonio Tajani, a été notifiée le 8 décembre 2008 aux deux gouvernements.

Elle confirme la participation de 671,8 M€ accordée par l'Union Européenne pour la période 2007-2013, dont 233 M€ pour l'achèvement des études et travaux préliminaires de LTF et 438,8 M€ pour le démarrage des travaux du tunnel de base.

La production immobilisée de l'exercice 2008 s'est élevée à 78,8 M€ contre 88,1 M€ en 2007. La diminution par rapport à l'exercice précédent s'explique par la baisse d'activité des études (l'APR/PR a été soldé en 2007) et par la moindre production des chantiers, désormais au nombre de deux seulement, compte tenu de l'achèvement des travaux de creusement de la descenderie de Modane sur l'exercice précédent.

Elle comprend des charges sur les études et projets et APR, pour un montant de 2,8 M€, et sur les travaux préliminaires et sondages, pour un montant de 63,8 M€.

Les charges de personnel détaché, se sont en ligne avec l'exercice 2007.

Les charges de l'exercice 2008, dotations aux provisions et charges à hauteur de 3,6 M€.

Les immobilisations en cours figurant au bilan ont été portées à 485,9 M€ au 31 décembre 2008, contre 406,3 M€ au 31 décembre 2007, après prise en compte de la production immobilisée de la période (78,8 M€) et des transferts de charges pour un total de 0,8 M€.

I/2 ACTIVITES D'ETUDES 2008

I/2.1 DEMANDE DE FINANCEMENT A L'UNION EUROPEENNE

Suite à l'accord de principe de l'Union européenne de financer la Partie Commune à hauteur de 671,8 M€ (décision du 16 juillet 2007), LTF a établi un projet de "Décision de financement de l'Union européenne" qui a été remis aux deux administrations nationales le 15 septembre 2008 (et envoyé par celles-ci à l'UE le 30 octobre 2008).

I/2.2 OBSERVATOIRE TECHNIQUE

L'Observatoire du Val de Suse, présidé par le Commissaire Mario Virano, a poursuivi ses activités tout au long de l'année, à raison en général d'une réunion hebdomadaire.

La première moitié de l'année a été consacrée aux discussions sur la capacité du nœud ferroviaire de Turin, au "Service ferroviaire métropolitain" prévu par l'Agence de la Mobilité de Turin, à l'environnement et à l'audition des maires des communes intéressées par le projet. A la demande de l'Observatoire, LTF a présenté le 18 juin 2008 une analyse critique de la "Variante Mixte", base technique de la demande de contribution financière à l'Union européenne de juillet 2007, assortie de propositions d'insertion d'un nouveau tracé passant à l'Est de Suse et dans la plaine des Chiuse (Villarfocchiardo, Sant'Antonino di Susa, Vaie).

Les membres de l'Observatoire se sont réunis fin juin en séminaire à Pra-Catinat (à l'ouest de Turin) pour mettre au point un document conclusif. Cet "Accord de Pra-Catinat", daté du 28 juin 2008, recommande la mise en place de mesures de report modal en faveur du transport ferroviaire de marchandises, le

renforcement des services régionaux et métropolitains de voyageurs, le développement d'une conception "unitaire" du projet de la ligne nouvelle, de la frontière au raccordement à la ligne AV/AC Turin-Milan, et il définit les principes de base d'un nouveau tracé en territoire italien.

Pour ce qui concerne la Partie Commune, l'Accord retient les propositions de LTF de juin 2008 comme termes de références pour la conception du nouveau tracé. L'Accord de Pra-Catinat a été validé par la Table Institutionnelle de Palazzo Chigi le 28 juillet 2008, qui a confié à l'Observatoire la tâche de "concevoir la conception".

La deuxième phase de l'Observatoire, à partir du 23 septembre 2008, a traité de l'organisation, des délais et des spécifications à retenir pour l'établissement du projet préliminaire.

L'émergence de nouvelles difficultés avec les collectivités locales du Val de Suse n'a pas permis à l'Observatoire de conclure cette phase dans le délai de fin 2008, qui avait été fixé par la Table Institutionnelle. Les activités de l'Observatoire ont toutefois repris fin janvier 2009 et ont abouti positivement.

I/2.3 ETUDES

ETUDES DE SECURITE

Le Groupe de Travail Technique et Sécurité (GdT TS) de la CIG avait demandé à LTF de réaliser des études complémentaires sur 3 thèmes :

- Simulations d'incendie sur un train de voyageurs et simulations aérodynamiques avec diverses vitesses de vent (de 0,5 à 3 m/s) ;
- Simulations d'une catastrophe en tunnel d'un train de voyageurs : conséquences sur les personnes civiles (entraxe des trottoir, largeur des
- Etude de préfaisabilité d'aspiration en tunnel.

Ces études ont été engagées en juin, après une difficile mise au point des cahiers des charges avec le GdT TS, et les résultats ont été présentés mi-novembre.

Aucune décision n'a à ce jour été prise par le GdT TS.

ETUDES DE SURETE

LTF a fait réaliser diverses études ponctuelles sur demande du Comité de Sûreté de la CIG, en particulier sur le nouveau projet en territoire italien.

Par ailleurs, l'étude d'un scénario de sûreté a été demandée en vue d'évaluer l'éventuelle nécessité de modifications du génie civil des tunnels (trottoir d'évacuation, rameaux, etc.).

ETUDES TECHNIQUES : COMPLEMENT A L'APR

L'audit sur la configuration du système d'alimentation électrique de traction, demandé par RFF, a été réalisé en 2008 par RTE et TERNA.

Il confirme de façon générale les principes de l'APR.

NOUVEAU TRACE EN TERRITOIRE ITALIEN

A la demande de l'Observatoire, et avec l'accord de la CIG, LTF a étudié diverses hypothèses d'un nouveau tracé en Italie.

L'hypothèse retenue comme référence, qui n'a été développée qu'au niveau de la "pré faisabilité" pour l'instant, est bâtie sur les principes suivants :

- Maintien sans modification des standards du projet et des ouvrages de la partie française ;
- Modification du tracé du Tunnel de Base à partir de la frontière afin de localiser la sortie à l'Est de Suse, en parallèle à l'Autoroute A32 ;

- Réalisation d'une station internationale de voyageurs à Suse ;
- Traversée du Val de Suse parallèlement à l'A32 et réalisation de la station de sécurité et des installations techniques (base de maintenance, sous-stations électriques) sur les aires aujourd'hui occupées par des parkings poids-lourds ;
- Tunnel sous l'Orsiera d'environ 11,4 km, sans site de sécurité souterrain ni descenderie ;
- Poursuite en tranchée couverte dans la plaine des Chiuse (Villarfochiardo, Sant'Antonino, Vaie), jusqu'au raccordement avec la partie nationale de la ligne nouvelle ;
- Mise en souterrain de la ligne historique dans la zone des interconnexions avec la ligne nouvelle (à Sant'Antonino).

Ces études ont été faites avec le concours actif d'un groupement d'architectes et de paysagistes, qui a aussi développé des hypothèses de mesures d'accompagnement au projet (requalification ou mise en valeur de certaines zones).

Dans l'hypothèse de tracé développée, la galerie de reconnaissance du massif d'Ambin serait réalisée à partir du lieu-dit La Maddalena (commune de Chiomonte), à proximité des gorges de la Dora.

Par ailleurs, LTF a réalisé une étude d'optimisation du tracé du tunnel de base et de la position du site d'intervention de Clara.

I/2.4 PROJET NOUVEAU

Le 28 octobre 2008, LTF pour engager les

- Reconnaissance
- Engagement du
- Etudes de la gal

14 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'avis de Marché a été publié au Journal Officiel de l'Union européenne le 4 novembre 2008.

La fin de l'année 2008 a été consacrée à la phase de pré qualification des candidats et à l'établissement des Dossiers de Consultation des Entreprises.

I/2.5 RECONNAISSANCES ENVIRONNEMENTALES

Suite à l'accord de la CIG, le 28 octobre 2008, des activités ont été engagées en vue de préciser l'environnement intéressé par le nouveau projet : reconnaissances topographiques, recherche bibliographique sur la géologie, collecte des données disponibles sur l'environnement.

I/2.6 APS DES LIGNES D'ACCES FRANCAISES

En 2008, LTF a engagé diverses études en vue de permettre à RFF d'établir l'Avant-Projet Sommaire des lignes d'accès à la Partie Commune :

- Mise à jour des études de trafic Fret et Voyageurs ;
- comparaison des services d'autoroute ferroviaire Modalohr et à grand gabarit ;
- bilan socioéconomique.

Ces études se concluront au premier trimestre 2009.

I/2.7 ETUDES ECONOMIQUES, JURIDIQUES ET FINANCIERES

Aucune activité n'a eu lieu en 2008 dans ces domaines.

I/3 ACTIVITES TRAVAUX 2008

I/3.1 DESCENDERIE DE MODANE (4056 METRES)

Les travaux d'excavation de la descenderie se sont achevés le 1er novembre 2007, avec environ neuf mois d'avance sur le planning prévu et une économie d'environ 10 %.

Par ailleurs, étant donné que la date de début des travaux de l'ouvrage principal a été reportée à fin 2013, LTF a prévu d'entretenir l'ouvrage récemment terminé en mettant en place une maintenance ordinaire et extraordinaire de la descenderie.

I/3.2 DESCENDERIE DE LA PRAZ (2572 METRES)

Les travaux ont été attribués le 29 août 2005 au groupement Spie Batignolles, Sotrabas, Ghella, Cogeis. Le contrat prévoit une durée des travaux de 36 mois.

L'ordre de service a été donné à l'entreprise le 17 octobre 2005. Le creusement a réellement commencé le 16 janvier 2006.

Le 31 décembre 2008, le front a atteint le PM 2480 (soit 1020 mètres creusés en une année grâce à une meilleure cadence d'avancement par rapport aux années précédentes). Il reste donc à excaver 32 mètres, compte tenu du raccourcissement de la descenderie de 92 mètres résultant d'une optimisation du projet de tracé.

La réduction des venues d'eau est l'événement majeur de l'année 2008, ce qui a permis de limiter les phases d'injection. Pour autant, les terrains restent géomécaniquement plus défavorables que prévu et imposent la nécessité de mettre en place des cintres. La moyenne pondérée de la cadence a été d'environ 2,9 mètres par jour en 2008.

Malgré les bons résultats obtenus, un retard de plusieurs mois (environ six) a été accumulé, accompagné d'un surcoût financier qui peut être estimé à ce jour à environ 9 M€. Une augmentation de la durée des travaux a été accordée, portant le coût total à 6 M€ = 67,5 M€.

Précisons que la cadence effective depuis le

**I/3.3 DESCENDERIE DE ST MARTIN
(1545 METRES + 735 METRES)**

En 2007, LTF a terminé les travaux effectués dans le cadre du précédent contrat (jusqu'au PM 1545) et a engagé les travaux prévus dans le nouveau contrat le 2 mai 2008. 481 mètres supplémentaires ont été réalisés depuis cette date.

Le groupement d'entreprises titulaire du nouveau marché de travaux est constitué de Razel, Pizzarotti et Bilfinger & Berger. Le contrat se compose d'une "partie fixe" et de deux "parties conditionnelles", qui peuvent être détaillées ainsi :

Partie fixe	40 M€	20 mois	400 m
1 ^{ère} partie conditionnelle	22 M€	9 mois	280 m
2 ^{ème} partie conditionnelle	9 M€	6 mois	100 m

(nota : valeurs base 2007)

A la fin de l'année, le PM 2026 a été atteint sur une longueur totale à réaliser de 2280 mètres (1545 mètres de descenderie réalisés avec l'ancien contrat + 400 mètres prévus dans la partie fixe et 81 mètres sur la 1^{ère} partie conditionnelle du nouveau contrat).

Il reste donc à excaver 254 mètres, et éventuellement une galerie de reconnaissance au pied de la descenderie, dont la définition dépendra des connaissances acquises depuis la reprise des travaux. La fin des excavations pourrait être réalisée fin 2009 alors que les travaux de la galerie pourraient être engagés au deuxième semestre 2010.

La moyenne d'avancement (hors arrêt) est de 0,90 mètres par jour, avec des pics de cadences de 2,00 mètres. Bien que les améliorations du terrain aient été constatées la technique de creusement demeure inchangée afin de garantir la progression du chantier dans un niveau de sécurité optimal.

En conséquence, la méthode expérimentée dans le cadre du précédent contrat (méthode Barla-Panet) a été simplement allégée.

A la fin de l'année 2008 aucun retard n'a été accumulé et une légère économie a été réalisée.

Les opérations d'excavation de la descenderie rencontrent encore la formation géologique du Houiller productif, cette dernière contenant d'importantes concentrations de carbone et de litotype qui produisent de fortes convergences

**I/3.4 GALERIE DE RECONNAISSANCE
DE VENAUS (7000 METRES)**

Pour mémoire, le contrat pour la réalisation de la galerie de reconnaissance de Venaus a été signé le 31 janvier 2005. L'ordre de service a été délivré le 11 avril 2005.

LTF n'a pas pu lancer les travaux en 2005 en raison d'oppositions locales très fortes au projet, manifestées en particulier lors des incidents de décembre 2005, et de la mise sous séquestre consécutive des aires de la part des autorités compétentes. La mise sous séquestre a été levée depuis mais les conditions d'une reprise des travaux de la galerie n'ont jamais été réunies depuis.

Courant 2006, le gouvernement italien a décidé d'abandonner les procédures de "Loi Obbiettivo" et de lancer une nouvelle procédure dans le cadre de la loi ordinaire prévoyant une "Conférence des Services" afin d'étudier le tracé prévu et trois solutions alternatives. Cet abandon des procédures prévues par la "Loi Obbiettivo" n'a pas été suivi par des actes juridiques formels de la part du gouvernement italien. A ce jour, le projet demeure inscrit parmi les projets prévus dans la "Loi Obbiettivo" et les aires d'occupation des aires ont toujours leur plein e

A noter par ailleurs que la Table Politique institutionnelle de Palazzo Chigi a mandaté l'Observatoire Technique pour trouver un accord avec les représentants institutionnels du Val de Suse et ce, même à travers l'étude de tracés différents de celui déjà étudié. Ceci pourrait entraîner au cours de 2009 le déplacement de la galerie de reconnaissance de Venaus vers un autre site ("La Maddalena") sur la commune de Chiomonte.

La faisabilité du maintien et du transfert du contrat en vigueur est liée à plusieurs facteurs techniques et juridiques. Les facteurs techniques impliquent que l'objet contractuel demeure pratiquement inchangé alors que les facteurs juridiques sont liés à la procédure d'autorisation de la nouvelle galerie et aux modalités de transfert des autorisations actuelles aux nouvelles.

A la date d'arrêté des comptes, les travaux de ce chantier demeurent donc suspendus (cas de force majeure).

I/3.5 SONDAGES EN ITALIE

Les contrats des sondages géotechniques sont toujours suspendus (cas analogue de force majeure), compte tenu de l'impossibilité d'accéder aux sites, comme dans le cas précité de la galerie de reconnaissance de Venaus.

La réalisation de ces sondages est soumise également aux décisions qui seront prises et actées par le gouvernement italien, vraisemblablement en 2009.

I/4 TERRITOIRE FRANCE ET ITALIE

I/4.1 TERRITOIRE FRANCE

1) PROCEDURES

Suite à la parution, le 20/12/2007, du Décret déclarant d'Utilité Publique et urgents les travaux entre Saint Jean de Maurienne et la frontière franco-italienne, à l'exclusion des ouvrages et installations de surface sur la commune de Villarodin-Bourget, des réunions d'informations ont été menées mi-2008 à

l'initiative du Sous-préfet sur les communes du bassin Saint-Jeannais. Elles ont concerné tous les propriétaires de bâti et d'activités commerciales et industrielles situés dans les emprises de la DUP, également transcrites en emplacements réservés sur les PLU des communes.

La signature du Décret a conduit certains de ces propriétaires à mettre l'Etat en demeure d'acheter leurs biens de manière anticipée.

La Direction Départementale de l'Equipement et de l'Agriculture a été missionnée par le Ministère pour procéder à ces acquisitions foncières pour le compte de l'Etat. A cet effet, un fond de concours de 2 M€ a été inscrit au budget 2009 de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

Ce décret (DUP) a par ailleurs fait l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat le 18 février 2008. Le projet mémoire en défense réalisé par LTF a été transmis au MEEDDAT le 10 juin 2008, puis au Conseil d'Etat début juillet.

Un dossier de PIG (Projet d'Intérêt Général) pour les travaux et ouvrages de surface sur la commune de Villarodin-Bourget a été transmis au Préfet le 29 mai 2008, qui l'a porté à la connaissance du public à partir du 1^{er} septembre 2008.

Des études complémentaires ont été lancées à l'été 2008 pour constituer un nouveau dossier d'enquête publique sur ces mêmes ouvrages.

2) DIVERS

Les actions suivantes ont été réalisées :

- Elaboration des dossiers administratifs pour l'autorisation de déblais supplémentaires des travaux de la Martin la Porte
- Foncier : assistance à l'Etat pour les acquisitions des limites de la zone
- Signature d'un protocole de financement du nouveau Saint Jean de Maurienne

- Gestion des impacts du creusement des descenderies : mesures compensatoires pour les sources, concertations et conventions pour les sites de dépôt
 - Participation au groupe de travail pour la démarche "Grand Chantier", au Copil et au comité départemental de concertation
 - Communication : visites d'élus, de journalistes et de techniciens ; dont la visite du secrétaire d'Etat aux transports le 15/09/2008
 - Informations et concertations ponctuelles auprès des Collectivités et des propriétaires concernés par le Projet, en particulier dans les communes concernées par le tracé à l'air libre ou par une descenderie
 - Information et début des concertations avec les élus de Villarodin-Bourget en préalable à la nouvelle enquête publique
- la nouvelle infrastructure doit permettre de desservir la totalité des trains de marchandises sur la ligne AV/AC entre Chivasso et Bivio Stura, en réservant la ligne "historique" au service local ;
 - la ligne de contournement du Nœud de Turin doit être considérée partie intégrante du "Couloir V" sans engager le Passant Ferroviaire ;
 - il convient de confirmer que la gare de triage d'Orbassano est la plate-forme logistique intermodale de la zone de Turin, en connexion avec le "Couloir V" ;
 - il convient d'améliorer l'infrastructure de la ligne historique jusqu'à la fin du "Système Ferroviaire Métropolitain" de la Basse Vallée de Suse (FM3), de façon à garantir la croissance du trafic de marchandises sur la nouvelle ligne ;
 - il convient d'augmenter le potentiel d'infrastructures de la Ligne de Basse Vallée par la connexion en souterrain de la ligne historique et de la ligne nouvelle à Villarfocchiardo-Sant'Antonino-Vaie en direction de la galerie vers Suse ;
 - il convient de développer les adaptations des interconnexions fonctionnelles avec la ligne historique de la Haute Vallée, de façon à favoriser l'accessibilité touristique. Il faudrait analyser la possibilité d'une gare de niveau international à Suse.

I/4.2 TERRITOIRE ITALIE

Dans le courant de l'année 2008 les travaux de l'Observatoire, qui ont commencé le 12 décembre 2006 et se sont poursuivis durant toute l'année 2007 se sont déroulés avec une cadence hebdomadaire et ont donné lieu à la publication de 7 Cahiers de synthèse reprenant les différentes thématiques abordées.

La première phase de l'Observatoire s'est conclue par une rencontre à Pra-Catinat le 28 juin 2008, à la fin de laquelle a été rédigé un document commun : "Points d'accord pour le projet de la nouvelle ligne et pour les nouvelles politiques de transport pour le territoire".

Sur la base de ce document, une Table politique a été convoquée le 29 juillet, au cours de laquelle un accord a été conclu afin de commencer la deuxième phase de l'Observatoire. Les points de l'accord, cités ci-après, sont la base du futur projet unitaire et contextuel :

- la nouvelle infrastructure doit globalement garantir la fonctionnalité du "Système Ferroviaire Métropolitain" ;

La deuxième phase de l'Observatoire a débuté en septembre afin de développer les trois thématiques principales, à savoir : le développement de la ligne historique et du Nœud de Turin, les politiques de ferroutage et, enfin, le nouveau projet d'ensemble comprenant la partie nationale et la partie commune franco-italienne dont LTF est le maître d'ouvrage.

I/5 COMMUNICATION**I/5.1 SUPPORTS D'INFORMATION**

L'effort d'actualisation des supports d'information (sous formats "papier" et "électronique") a été maintenu en 2008, afin de tenir compte des nombreuses évolutions du projet, en priorité pour la partie italienne.

Les supports de l'exposition permanente de Modane ont également fait l'objet d'enrichissements / rénovations, tout comme les stands itinérants présentés en 2008 dans le cadre de diverses manifestations internationales.

**I/5.2 RELATIONS PUBLIQUES /
RELATIONS PRESSE**

Sur ce plan, l'aspect majeur demeure les nombreux accueils réalisés sur les chantiers de LTF et dans le cadre du Centre d'exposition de Modane.

A noter, parmi les visites les plus marquantes en 2008 : celle de l'Ambassadeur de France en Italie, de Monsieur J. Scheele, Directeur des réseaux transeuropéens au sein de la DG Tren, d'une délégation de la Cour des comptes de l'UE ou encore d'un groupe significatif de la Fédération Française de l'Acier.

Au titre des manifestations extérieures, à signaler une importante conférence sur l'actualité du Lyon-Turin et ses aspects techniques, avec intervention du Président et du Directeur des études de LTF, co-organisée à Paris avec l'association des Centraliens.

Concernant la presse, sous la supervision du Président et du Directeur général, LTF a choisi de demeurer en 2008 dans le registre d'une communication purement institutionnelle, du fait notamment de la volonté de ne pas perturber le travail de l'Observatoire technique.

Cependant, en partenariat avec RFF, un point presse a permis en mars au nouveau président de rencontrer divers correspondants presse français, puis italiens dans le cadre d'une seconde rencontre en juillet.

Par ailleurs, de nombreux correspondants presse des deux pays ont été accueillis individuellement ou collectivement sur les chantiers en cours d'année.

I/5.3 EVENEMENTS

LTF est intervenu en 2008 de manière forte dans 3 grandes manifestations : en mars, dans le cadre de "Highspeed" à Amsterdam, puis en mai, à Turin, à l'occasion du rendez-vous "Expoferroviaria/Intertunnel" et, enfin, en octobre à Monaco, lors de la manifestation AFTES.

II Faits marquants depuis le début de l'année 2009

En 2009, LTF poursuit les activités lancées depuis 2002, conformément au programme financier prévisionnel qui a été approuvé par son Conseil d'Administration et par la CIG au mois de décembre 2008.

En ce qui concerne les travaux, le décompte général et définitif du marché de travaux de la descenderie de Modane a été signé avec le groupement le 23 janvier 2009.

Par ailleurs, les travaux de la descenderie de Saint Martin la Porte se poursuivent normalement, tandis que ceux de la galerie de Venaus demeurent suspendus. Les travaux de la descenderie de La Praz se sont achevés le 20 janvier 2009 pour la phase d'excavation, la démobilisation du chantier étant toujours en cours.

En ce qui concerne les études et projets, le cahier des charges relatif à l'appel d'offres de l'APS/PP modificatif en territoire italien a été finalisé et l'appel d'offres a été lancé après concertation au sein de l'Observatoire Technique et autorisation de la CIG. Enfin, un groupe de travail binational a été créé pour préparer le nouvel accord franco-italien prévu pour la fin de l'année 2009, dans lequel sera précisée, notamment, la mise en place du futur promoteur ainsi que le montage juridique et financier du projet.

Dans ce cadre, la CIG a demandé à LTF et ses actionnaires le 17 décembre 2008 d'avancer des propositions concernant l'évolution des statuts de LTF et a transmis aux administrations concernées les éléments portés à sa connaissance par les actionnaires de LTF à l'automne 2008 pour que les réponses appropriées soient apportées en vue de garantir l'établissement des comptes de la Société.

En ce sens, l'Assemblée générale des actionnaires a modifié les statuts de la Société le 10 mars 2009 pour permettre à la Société de poursuivre ses activités dans une perspective de continuité d'exploitation. La durée de la Société est désormais repoussée "jusqu'à la date d'achèvement des missions définies à l'article 2 des présents Statuts et, au plus tard, jusqu'à la date du 31 décembre 2013".

Cette modification des statuts de LTF devra être approuvée par la CIG, conformément à l'accord franco-italien du 29 janvier 2001. Cette approbation devrait intervenir au cours de la réunion de la CIG prévue le 17 mars 2009.

De plus, les actionnaires ont fait part à la CIG, dans leur courrier adressé le 20 janvier 2009, de leur pleine disponibilité pour assister la CIG et les Ministères dans les travaux de concertation et de minimisation des impacts liés aux modalités de transfert de LTF au promoteur pour la réalisation du tunnel de base. Ces aspects seront traités dans le cadre de la préparation de l'accord binational prévu pour le mois de juillet 2009.

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2008

- Bilan
- Compte de résultat
- Annexe comptable





A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C', is written over a horizontal line that extends to the right. A vertical line descends from the signature, crossing the horizontal line.

Procès-verbal après la consultation écrite de la 24^{ème} Assemblée Générale des Associés

L'an 2009 et le 3 avril,

M. Patrice RAULIN, Président de la société LTF, société par actions simplifiée ayant son siège à Chambéry et dont le capital de 1.000.000 € immatriculée au RCS de Chambéry sous le n° 439 556 952 est divisé en 2.000 actions appartenant aux associés ci-après désignés :

- Réseau Ferré de France établissement public à caractère industriel et commercial, ci-après "RFF",
- Rete Ferroviaria Italiana ci-après "RFI"

a, par le présent procès-verbal, déclaré et constaté :

Que les résolutions suivantes ont été soumises à l'approbation des associés au moyen d'une consultation écrite, conformément à l'article 18 des Statuts.

Première résolution en français :

Lors du Conseil d'Administration du 10 mars 2009, les administrateurs de LTF ont, par délibération n°2, arrêté les comptes sociaux du septième exercice comptable de LTF et autorisé leur transmission aux Associés, RFF et RFI ;

Le Président a adressé aux Associés pour leur approbation les comptes annuels du septième exercice comptable de la Société (rapport financier 2008).

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport général des commissaires aux comptes, approuve dans toutes leurs parties le rapport du Conseil d'administration et les comptes du 7ème exercice du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008 tels qu'ils ont été présentés.

Elle approuve, en conséquence, les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports et donne aux administrateurs quitus de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Première résolution en italien :

In occasione del Consiglio di Amministrazione del 10 marzo 2009, gli Amministratori di LTF hanno stabilito, con delibera n°2, i conti sociali del settimo esercizio contabile di LTF ed hanno autorizzato la loro trasmissione agli Associati RFF e RFI ;

CERTIFIE CONFORME 16 JUIN 2009

109

Il Presidente ha inviato agli Associati per approvazione i conti annuali del settimo esercizio contabile della Società (rapporto finanziario 2008).

L'assemblea generale, dopo avere ascoltato la lettura del rapporto finale dei revisori dei conti, approva in tutte le sue parti il rapporto del Consiglio di Amministrazione ed i conti del 7° esercizio dal 1° gennaio 2008 al 31 dicembre 2008 come sono stati presentati.

Di conseguenza, approva le operazioni illustrate nei suddetti conti o riassunte nei predetti rapporti e liberano gli Amministratori del loro operato per l'esercizio passato.

Deuxième résolution en français :

Le résultat de l'exercice étant nul, l'Assemblée générale précise que son affectation n'est pas requise.

Deuxième résolution en italien :

Essendo nullo il risultato d'esercizio, l'Assemblea Generale precisa che la sua assegnazione non è richiesta.

Troisième résolution en français :

L'Assemblée générale après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes en prend en acte purement et simplement.

Troisième résolution en italien :

Dopo essere stati informati del rapporto straordinario dei revisori dei conti, l'assemblea generale ne prende semplicemente atto.

Que par lettre datée du 19 mars 2009, il a été adressé à chacun des associés les pièces suivantes :

- un projet de résolutions ;
- un bulletin de vote ;
- le rapport des Commissaires aux comptes.

Qu'il a été rappelé aux associés qu'ils ont à retourner leur bulletin de vote dans le délai imparti à compter de la réception de la lettre de consultation.

Qu'il résulte du dépouillement des bulletins retournés dans ce délai que le résultat du vote émis est le suivant :

Première résolution

OUI M. Michele Mario ELIA 1000 actions

OUI M. Hubert du MESNIL 1000 actions

Les associés ayant voté OUI représentent la totalité des parts, cette résolution est régulièrement adoptée.

Deuxième résolution

OUI M. Michele Mario ELIA 1000 actions

OUI M. Hubert du MESNIL 1000 actions

Les associés ayant voté OUI représentent la totalité des parts, cette résolution est régulièrement adoptée.

Troisième résolution

OUI M. Michele Mario ELIA 1000 actions

OUI M. Hubert du MESNIL 1000 actions

Les associés ayant voté OUI représentent la totalité des parts, cette résolution est régulièrement adoptée.

Qu'enfin, la copie des lettres susvisées et des documents qui leur étaient joints ainsi que les bulletins constatant les votes émis ont été annexés au présent procès-verbal dressé par le président soussigné.


Patrice RAULIN,
Président de LTF

CERTIFIE CONFORME 16 JUIN 2009

